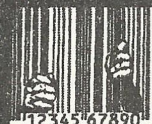
APACHE

Chirac, c'est clair, vivement qu'on voit au travers !

En avant sur la voie tracée par Bérégovoy

APACHE N°6 • ÉTÉ 1995 • PRIX "LIBRE"



Apache est le journal d'un collectif d'individus qui partagent un même dégoût pour ce vieux monde de pourriture et d'ennui. Tout comme nous partageons une même envie de créer une société égalitaire qui respecterait l'individu et où les mots classe sociale, Etat, marchandise, salariat, flic, patriarcat... ne serviraient plus qu'à décrire le passé.

Et même si cette société n'est pas pour demain, nous avons la volonté de vivre dès maintenant des rapports humains à la mesure de nos rêves et de nos passions.

Notre potentialité à foutre en l'air ce vieux monde est directement liée à notre capacité à ne pas le reproduire dans nos actions et dans nos modes de pensée.

Nous voulons qu'Apache soit l'expression d'une dynamique où la pratique du collectif aurait autant de valeur que le résultat sur le papier. Nous accordons plus d'importance à des idées que l'on essaye de vivre, qu'à des théories dont la pratique n'effleure même pas le salon où elles ont été pondues.

Nous ne voulons pas d'une division du travail entre intello-rédacteurs (rédactrices) d'une part, colleur(se)s d'affiches et vendeur(se)s de journaux d'autre part. Notre volonté de respecter la libre expression nous amène à donner la priorité à l'éclosion de textes et de créations des individus participant au collectif. C'est pourquoi...

...LES TEXTES SONT SIGNÉS ET N'ENGAGENT QUE LEURS AUTEURES.

Apache is a magazine, gathering individuals who share the same disgust for this rotten and boring old world, as we share the same desire to create a egalitarian society, in which the individual will be respected, and the old worlds like social class, state, merchandise, salary, police and patriarchy will only be used to describe the past.

Maybe this society is not for tomorrow, but we want to live right now and have relationships as big as our dreams and passions are.

Our desire to fuck up this old world is linked with not reproducing it in our actions and ways of thought.

We want Apache to be a dynamic where the collective action is as important as the result on the paper.

So we think that trying to live according to one's ideas is more interesting than thinking of theories and forgetting action.

We also don't want to divide work between intellectuals/editors on one side and posters gluers/salers on the other side.

Our desire to respect freedom of speech brings us to give priority to what the individuals write and create, that's why the writings are signed and only represent the authors.

Apache es el periódico de un colectivo de personas que comparten un mismo asco por este viejo mundo de podredumbre y aburrimiento. Asi como compartemos un mismo deseo de crear una sociedad egalitaria que respeta al individuo y en la cual las palabras, clase social, Estado, mercancía, salariado, policía, patriarcado... no sirvieran sino para describir el pasado.

Aun si esta sociedad no es para mañana, tenemos la voluntad de vivir ya relaciones humanas a la medida de nuestros sueños y de nuestras pasiones.

Nuestra fuerza para botar este viejo mundo es directamente relacionada con nuestra capacidad de no reproducirlo en nuestras acciones y en nuestras maneras de pensar.

Queremos que Apache sea la expresión de una dinámica en la cual la práctica del colectivo tuviera tanto valor cómo el resultado en el papel. Damos mas importancia a las ideas que uno trata de vivir que a las teorías cuya práctica ni siquiera roza el salón donde fueron paridas.

No queremos una división del trabajo entre intelo-redactores/as por una parte, pegadores/as de afiches y vendedores/as del periódico por otra.

Nuestra voluntad de respetar la libre expresión nos lleva a dar la prioridad al surgimiento de textos y creaciones de personas participando al colectivo. Es por eso que los textos son firmados y solo comprometen a sus autores/as.

EDITO TO C'EST...

Enfin une nouvelle ère qui commence ! Après quatorze ans de socialisme mou qui se sont terminés par un cancer de la prostate nous voilà entréEs dans l'ère du cocaïnomane fou.

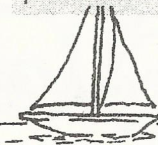
Après le bon score de crapuleries obtenu par Mitterrand, on attend celui de Chirac. L'homme à la narine d'acier arrivera-t-il à nous faire claquer ? A nous de les faire tilter avant qu'il nous mette une extra-balle.

Trêve de plaisanteries, Apache c'est des individuEs qui ne sont pas en train de construire le Parti mais sont investiEs dans divers collectifs qui apparaissent dans le journal car ils/elles pensent que c'est là, entre autre, que les choses se passent et qu'ils/elles veulent lutter.

...QUAND LA REVOLUTION ?

SOMMAIRE

p2 : C'EST ICI ! • 3-4 : CHIAPAS • p5 : PAYS BASQUE
p6-7 : RAMBOS DU MÉTRO • p8 : TOP PROMO
p9 : ESPACES • p10-11 : COORDINATION CONTRE LES EXCLUSIONS • p12 : VACANCES EN TURQUIE
p13 : KURDISTAN • p14 : ESPACES • p15 : CAMPING ANTIPATRIARCAL • p16à18 : CAMPS DE RÉTENTION, PRISONS & CO • p19-20 : CHRONIKS LEKTUR, MUSIK... p21-22 : BREVES EN TOUT GENRE
p23-24 : AGAINST ANTI-IVG • p25 : ET TA MÈRE ?





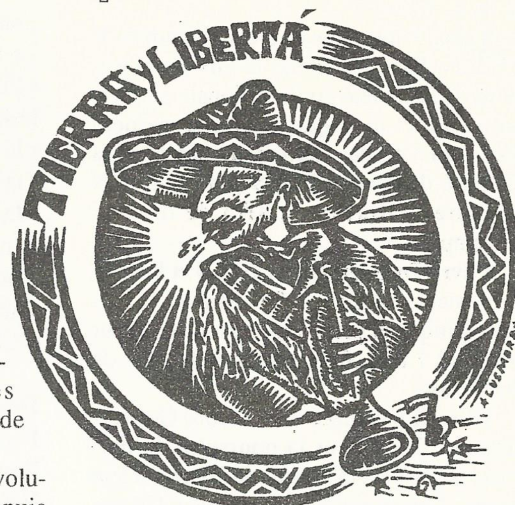
N'hésitez pas à nous écrire, l'adresse reste valable même pendant l'été !!

PADI (Apache) • BP 232
75624 PARIS Cedex 13 • FRANCE

Directrice de publication : Archie Anne
Impression :IPNS

Commission paritaire : en cours
N° ISSN : prochainement
Dépot légal : on y pense

DEPUIS LES MONTAGNES DU SUD-EST MEXICAIN



Le 1er janvier 94, le Mexique a été propulsé à la une de l'actualité internationale par une insurrection dans l'Etat du Chiapas. L'entrée en vigueur du Traité de Libre Commerce (TLC, ALENA ou NAFTA) entre le Mexique, le Canada et les USA, devant permettre au Mexique d'entrer dans la cour des grands, a été salué par la prise de plusieurs villes importantes du Sud-est mexicain par l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale). Face à un accord économique qui signait leur arrêt de mort les communautés indiennes du Chiapas se sont dotées d'une armée de défense (l'EZLN), dirigée par un Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène, et c'est au cri de "Liberté, Justice, Démocratie" qu'elles se soulevèrent les armes à la main.

Chronologie des événements

1er janvier 94 Occupation de 4 villes de l'Etat du Chiapas et déclaration de guerre à l'Etat mexicain (déclaration de la jungle Lacandone). Les principales revendications sont : la terre à celui qui la travaille, l'instauration d'une véritable démocratie, la démission du président Salinas, le jugement des trois derniers gouverneurs du Chiapas pour corruption et violation des droits de l'Homme, et l'amélioration des conditions de vie des paysans indigènes.

L'accord de libre-échange entre les USA, le Canada et le Mexique entre en vigueur.

2-5 janvier Combats sporadiques. L'EZLN parvient à occuper jusqu'à huit villes qu'elle abandonne successivement pour se retirer dans la jungle. Contre-offensive du pouvoir qui bombarde et terrorise les populations civiles. Plusieurs centaines de morts.

12-18 janvier Le cessez-le-feu est conclu.

6-9 août Réunion de la Convention Nationale Démocratique (CND) qui rassemble sur le territoire rebelle plus de six mille délégués venus du pays tout entier (des représentants des communautés indigènes, des syndicalistes paysans, ouvriers et étudiants, des représentants des partis politiques de gauche, des intellectuels).

25 août Victoire du PRI (Parti révolutionnaire institutionel, au pouvoir depuis plus de 60 ans). L'EZLN appelle à la mobilisation dans le Chiapas et annonce qu'elle n'acceptera pas l'investiture du gouverneur Robledo (du PRI).

1er décembre Entrée en fonction du nouveau Président du Mexique, Ernesto Zedillo.

8 novembre La deuxième rencontre de la CND se tient au Chiapas. Bien que de nombreuses organisations indiennes, paysannes, syndicales, étudiantes soient présentes, la Convention ne rassemble que 500 délégués.

8 décembre Investiture du gouverneur Robledo au Chiapas, l'EZLN annonce qu'elle ne respecte plus l'accord du cessez-le-feu. Amado Avendano, candidat de la "société civile" soutenu par le PRD (Parti révolutionnaire démocratique), se proclame gouverneur rebelle et forme son équipe à San Cristobal de Las Casas.

19 décembre La zone sous contrôle zapatiste est encerclée par 60 000 soldats. L'EZLN brise le siège et occupe, en armes mais pacifiquement, 38 des 112 municipalités que comptent le Chiapas. Des formes de pouvoir parallèle se mettent en place, basées sur la démocratie directe. Effondrement du peso mexicain.

27 décembre L'EZLN a désamorcé l'escalade militaire et démontré qu'elle jouissait d'un soutien important en dehors des zones qu'elle contrôle. Elle se retire dans la jungle Lacandone et se déclare prête au dialogue.

17 janvier 95 Signature entre le nouveau Président, le PRI et les trois partis d'opposition représentés au Parlement, PAN (conservateur), PRD (centre gauche) et PT (gauche), d'un accord destiné à "renforcer le régime démocratique et à construire un véritable Etat de droit". L'EZLN a réagi favorablement et a annoncé le maintien du cessez-le-feu pour une période indéterminée.

5 février La CND convoque une réunion plénière à Queretaro. De nombreuses organisations, des syndicats de travailleurs, d'étudiants, le PRD et le PRT, des organisations paysannes indépendantes y participent. Cette assemblée représentative des différents fronts de lutte du pays a réuni près de 5000 personnes.

9 février Le Président Zedillo déclare avoir identifié le sous-commandant Marcos (porte-parole de l'EZLN) et lance 2700 mandats d'arrêt contre les Zapatistes. L'Armée fédérale fait mouvement et investit les zones zapatistes.

12 février Dans un communiqué du sous-commandant Marcos, l'EZLN dit qu'elle ne se rendra pas. Manifestation de 100 000 personnes à Mexico en soutien à l'EZLN.

14 février Le gouverneur du Chiapas, Robledo, se met en congé pour 11 mois. L'Armée fédérale continue ses destructions, pratique la torture et inflige un blocus à la zone zapatiste. L'EZLN rejette les propositions de négociation et d'amnistie proposées par le Gouvernement.

8 mars Le Congrès mexicain a approuvé l'accord de sauvetage financier du Mexique proposé par le FMI et les USA. Cet accord comprend un plan d'assainissement draconien et place l'économie du Mexique sous tutelle nord-américaine.

18 mars Amado Avendano, gouverneur rebelle du Chiapas, a assisté à l'inauguration d'un consulat en rébellion à Chicago (USA).

20 mars Neuf campements sont installés dans la zone de conflit pour apporter une aide humanitaire aux personnes affectées et pour surveiller le respect des



droits humains. Dix-sept caravanes apportant de l'aide humanitaire sont prévues avant la fin du mois.

8 avril Publication de 3 communiqués de l'EZLN. Face à l'intérêt et aux mobilisations de la société civile nationale et internationale et bien que le Gouvernement mexicain n'ait pas clairement manifesté sa volonté de rechercher la paix, l'EZLN accepte le dialogue, afin de donner l'exemple.

9 avril Dialogue entre l'EZLN et le Gouvernement mexicain à San Miguel (Chiapas). Cinq cent personnes manifestent leur soutien à l'EZLN en dehors de la salle de discussion.

10 avril Signature d'un accord Gouvernement-EZLN pour la poursuite du dialogue qui se tiendra à partir du 20 avril à San Andres Larrainzar, à 20 km de San Cristobal.

20 avril Entre 5000 et 7000 Indiens sont arrivés la veille à San Andres Larrainzar avec l'intention d'assurer par leur présence la sécurité de la délégation Zapatiste. La délégation du Gouvernement refuse de participer au dialogue, disant que la présence des Indiens ne permet pas sa sécurité.

23 avril Reprise du dialogue. La première demande de l'EZLN est le retrait de l'Armée fédérale à ses positions d'avant l'offensive du 10 février 95. La proposition du Gouvernement est le dépôt des armes de la part des Zapatistes et leur concentration dans 3 zones du Chiapas. Les deux parties se mettent d'accord pour reprendre les discussions le 12 mai.

1er mai 35 000 personnes manifestent leur soutien à l'EZLN à Tuxtla Gutierez, capitale du Chiapas.

5 mai Dans un communiqué, le sous-commandant Marcos explique son absence des négociations par la décision du CCRI de choisir un représentant pour chaque groupe ethnique. Pour ne plus focaliser l'attention sur lui, Marcos explique que désormais il ne parlera plus beaucoup.

10 mai Dans un communiqué, le CCRI annonce, après consultations, le rejet des propositions gouvernementales par la population zapatiste.

12 mai Reprise de la discussion entre les délégations zapatiste et gouvernementale.

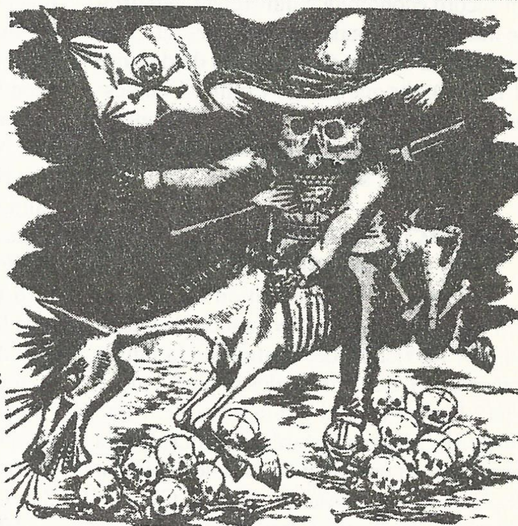
16 mai Dans un communiqué, les deux délégations annoncent un accord pour abaisser la tension militaire : le retrait de l'armée fédérale dans un espace à déterminer où les Zapatistes assureront la sécurité et le respect de l'ordre public. La prochaine rencontre aura lieu le 7 juin.

LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ AUX PEUPLES DU CHIAPAS EN LUTTE s'est créé sur Paris en janvier 95 et regroupe des individu-e-s, organisé-e-s ou non, pour la plupart issu-e-s de la mouvance libertaire.
Le Comité s'est donné pour objectifs :
- **l'information (dépouillement de la presse, diffusion de matériel, réalisation d'un bulletin hebdomadaire)**
- **la sensibilisation (manifestations, meetings, occupations)**
- **la liaison avec différents comités nationaux et internationaux**
- **la solidarité (essayer de répondre aux besoins et demandes venant du chiapas)**

A ces fins, tout soutien, matériel ou financier, est le bienvenu. Les réunions du Comité se tiennent tous les mercredi à partir de 19h au 33 rue des Vignoles, 75020 Paris. On peut écrire au Comité à cette même adresse. Tél/Fax : 43 72 09 54. N° CCP : La source 3860876 V. Chèque à l'ordre de "Paroles Diffuses".

Des initiatives ont eu lieu et auront lieu dans de nombreuses villes : Caen, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Poitiers, Montpellier, Nantes, Toulouse, Rennes, etc. mais aussi Barcelone, Bayonne, Genève, Hambourg, Lausanne, Madrid...
Voici quelques contacts : CJL 95, BP 11, 34830 Clapiers cedex / CCL, 1/2 rue Denis du péage, 59800 Lille / Librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon

Un gouvernement rebelle s'instaure au Chiapas



Le 8 décembre, tandis qu'était investi le candidat du PRI (Robledo Rincon) au poste de gouverneur du Chiapas, plusieurs milliers de personnes assistaient à la prise de fonction d'Amado Avendano comme gouverneur légitime du Chiapas, battu par la fraude électorale lors des élections d'août 94. L'Assemblée démocratique du peuple du Chiapas éditait un premier décret proclamant l'instauration du gouvernement de transition de l'Etat libre et souverain du Chiapas. Etait ainsi solennellement proclamée la création du gouvernement légitime de transition démocratique du Chiapas, dirigé par Amado Avendano, avec pour siège l'Institut National Indigène à San Cristobal de Las Casas. Ce décret déclarait en conséquence illégitime le gouvernement priiste de Robledo Rincon. Le gouvernement en rebellion s'est donné comme priorités : au plan économique, la réforme agraire et la récupération des richesses naturelles ; au plan politique, le respect de la souveraineté de l'Etat du Chiapas au sein de la Fédération mexicaine, l'autonomie municipale et la reconnaissance constitutionnelle des régions autonomes pluri-ethniques.

En réponse à l'appel de solidarité et d'appui international de Amado Avendano, gouverneur en rebellion de l'Etat du Chiapas, plusieurs ambassades ou consulats en rebellion se sont crées dans diverses villes nord-américaines et européennes. **Une ambassade en rebellion se constitue sur Paris. Sa proclamation aura lieu le 10 juin 1995 à la salle de l'indépendance, 48, rue Duhesme, Paris 18è à 16h et après ce sera la fête !**

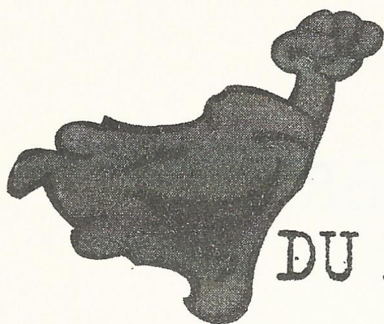
● *Narb, Opossum*



Brève.

Durant les négociations, les assassinats continuent...

Selon le procureur de justice du Chiapas, 623 assassinats ont été commis dans les derniers mois à cause de problèmes agraires. Dans la même période, il y a eu 1 712 prises de terre et 25 personnes ont été kidnappées. Tandis que le ministre des affaires étrangères mexician déclarait que la guerre au Chiapas était « une guerre d'encre de parole écrite, une guerre d'Internet ».



NOUVELLES DU PAYS BASQUE

Tract.

Le GAL ou les égouts de la démocratie française

Février 1983 : le pouvoir socialiste récemment installé à Madrid se dote d'une véritable machine de guerre contre le peuple basque : le plan ZEN. Lois d'exception, contrôle de la population, répression policière accentuée, action psychologique et désinformation seront les ingrédients de ce plan, destiné à en finir avec le « problème basque ». Ces moyens légaux étant jugés insuffisants, une autre offensive parallèle se prépare, celle de la guerre sale. Dans les bureaux des ministères, dans la pure lignée des groupes parapoliciers qui sévissent depuis le franquisme, on organise le GAL (Groupe antiterroriste de libération).

Des escadrons de la mort près de chez vous

Le GAL aura pour objectif l'élimination des réfugiéEs politiques basques résidant sur le sol français. A ces cibles s'ajouteront celles des militantEs nationalistes du Pays Basque Nord, et la population en général. C'est un climat de terreur qui sera instauré par le biais d'attentats indiscriminés. De 1983 à 1987, 40 attentats, 27 assassinats et 30 blesséEs. Voiture piégées, mitraillages de bars, enlèvements, coopératives incendiées...

Ce terrorisme d'Etat, qui n'a rien a envier aux pratiques utilisées par les dictatures, sera un maillon supplémentaire de la stratégie utilisée par les gouvernements espagnol et français contre la volonté d'autodétermination du Pays Basque. Tortures dans les commissariats, rafles, conditions déplorables dans les prisons... au nom de la démocratie, tout est bon pour réprimer.

Des cicatrices qui ne se ferment pas

Le 16 octobre 1983, Joxi Lasa et Joxean Zabala, jeunes réfugiés politiques, sont kidnappés à Bayonne. Ce sera la première action signée par le GAL. Douze ans après, en mars de cette année, leurs corps ont été retrouvés à la morgue d'Alicante. Ils les avaient enterrés dans un champ, recouverts de chaux vive. Pendant plus de dix ans, on a caché leurs cadavres. Pour les amiEs et parents, la certitude que Joxi et Joxean avaient été sauvagement torturés et assassinés ne faisait pas l'ombre d'un doute. L'autopsie ne fera que confirmer leur calvaire : ongles arrachés, tiges d'acier enfoncées dans les gencives, coups portés par des barres de fer, balle dans la nuque.

Le silence complet a régné autour de cet enlèvement, tout comme autour de la plupart des actions du GAL : aucune condamnation, aucun incident diplomatique, aucun compte demandé aux responsables. Si ces escadrons de la mort ont pu agir impunément, c'est parce qu'ils ont été couverts politiquement et médiatiquement par les autorités espagnoles... et françaises.

La complicité de l'Etat français

Elle est évidente. Trop d'éléments impliquent directement des responsables policiers et politiques français.

• Le GAL a servi les intérêts de Matignon, l'un faisant tout haut ce que l'autre pensait tout bas. L'Etat français a collaboré avec ce groupe parapolicier, qui visait l'ennemi commun : réfugiéEs, lieux fréquentés par les basques, militants nationalistes, coopératives, etc.

• Dans un Pays Basque Nord où l'occupation policière est de taille, le GAL a comme par hasard pu effectuer ses actions en toute tranquillité. Par exemple, pas moins de onze attentats ont eu lieu entre 70 et 260 mètres du commissariat principal de Bayonne. Ce sont les militantEs nationalistes qui ont intercepté les mercenaires après des attentats !

• Chaque attentat du GAL était l'occasion pour les policiers de gauche et de droite pour condamner l'insécurité créée... par la présence des réfugiéEs en Pays Basque Nord. Pour stopper le climat de terreur, il fallait les emprisonner et les expulser. A cette aberration s'ajoutait l'interdiction systématique des manifestations de protestation, par ordre du sous-préfet.

• La justice, d'habitude très sévère lorsqu'il s'agit de condamner les basques, se montrera bien plus clémente avec les mercenaires du GAL : relaxe, sursis, régimes de faveurs se suivent. les véritables responsables ne seront évidemment pas inquiétés.

Et maintenant ?

L'année 1995 connaîtra un rebondissement inattendu. Deux policiers espagnols incarcérés pour appartenance au GAL se mettront à table, voulant se venger car leur gouvernement ne ravitaillait plus leurs comptes en Suisse en échange de leur silence. Depuis, en Espagne, des hauts fonctionnaires politiques et policiers sont en prison. Le GAL a été officiellement accusé de terrorisme d'Etat. Crise politique en Espagne, silence complet en France. Mais ces deux policiers ont aussi donné des noms de policiers et légionnaires français. D'autres éléments apportent la certitude que les autorités françaises collaboraient directement avec les terroristes du GAL. Informations fournies pour commettre des attentats, aveux de militants socialistes... la responsabilité de l'Etat français reste pourtant top-secret. (...)

● *Errepresioaren kontrako batzordea, Errefuxiatu presoen sustengu komiteak, Amnistir-aren aldeko batzordeak*

RAZ DE MARÉE BASQUE À PARIS

Ce sont plus de 3 000 personnes (plus de 50 cars venant du Pays Basque) qui se sont retrouvées le 6 mai pour manifester leur soutien à la soixantaine de prisonnierEs basques en grève de la faim depuis le 22 avril à Fresnes et le 29 avril dans onze autres taules (ils/elles ont interrompu leur grève de la faim le 14 mai). Prises de paroles, délégations, manifestations se sont succédées tout l'après-midi dans divers endroits de la capitale. Stations de métro, monuments... se voyant recouverts d'autocollants, de bombages. Une journée pleine de couleur, de soleil et de joie. Des assignéEs à résidence à Paris ont profité du retour des cars pour retourner au Pays Basque et depuis ils/elles campent dans la cathédrale de Bayonne.
Evidemment, la plupart les médias ont une fois de plus ignorés l'événement. La chape de plomb n'est pas prêt d'éclater en ce qui concerne Euskal Herria.
Face aux revendications du peuple basque (amnistie pour les prisonnierEs, autodétermination) les Etats français et espagnol ne connaissent que la répression :
- en Espagne : arrestations, tortures, violations des droits humains sont quotidiennes ; sans oublier les groupes parapoliciers (GAL, etc.) actifs jusqu'en 1987 (c'est à dire jusqu'à ce que le gouvernement français extrade/expulse massivement les réfugiéEs basques - ah, quelle belle collaboration !)
- en France : extraditions et expulsions (plusieurs dizaines depuis 1984), assignation à résidence (une cinquantaine), inculpation d'« aide à séjour irrégulier » des dizaines de personnes ayant offert l'hospitalité.



INSOUMISSION

On peut parfois lire quelques brèves sur Euskadi (Pays Basque) dans les journaux lorsqu'une action explosive est commise. Mais il existe d'autres formes de résistance dont on ne parle pas. Une de celles-ci est l'insoumission au service national. L'insoumission est le refus des Basques de se soumettre à l'impérialisme français ou espagnol. Récemment 70 personnalités en Euskadi ont lancé un appel pour soutenir les insoumis.
Kittu LASKARAY est un de ceux qui refusent de se laisser embrigader. Insoumis en 1992 et condamné à 13 mois de prison ferme, il refuse[1] à nouveau l'armée après avoir purgé sa peine et est condamné le 6 janvier 1995 à 12 mois fermes (le Procureur demandait 18 mois de prisons ferme). Il a fait appel. Depuis il a été arrêté, le 20 avril 1995, et incarcéré à la caserne de Bordeaux et mis au cachot. Il a alors entamé une grève de la faim et a été transféré dans un hôpital militaire. Relaché et réformé la semaine suivante, il attend maintenant son procès en appel qui doit avoir lieu le 21 juin 1995 à 14h au tribunal de Bordeaux. Kittu ne se laisse pas intimider par le chantage judiciaire et refuse de "servir la France".
Une association au Pays Basque Nord, MAIA, lutte contre la militarisation. Pour obtenir plus de renseignements sur les insoumis et les soutenir vous pouvez les contacter :
MAIA, Batzoki Hitz-ordu, rue Dibildos, 64240 Hasparren. Tel/Fax : 59 29 14 80.

1. Après avoir effectué sa peine, l'insoumis est à nouveau appelé pour le service national.

RATP : L'ESPRIT LIBRE !?



On les appelait G.I.P.R., ils ont récemment changé de nom, et s'appellent maintenant G.P.S.R. Ce sont les Rambos du métro.

En faisant fusionner deux de ses services, les GIPRet la Surveillance Générale, la RATP vient de créer une nouvelle milice : les GPSR (Groupe de protection et de sécurité du réseau). Si celle-ci ne diffère en rien des ex-GIPR, tant au niveau de l'aspect machiste et menaçant que des méthodes expéditives et musclées ; elle disposera en plus d'armes à feu.

La RATP vient de lui donner une mission au nom éloquent et belliciste de « reconquête du territoire», dont l'objectif prioritaire est de virer par tous les moyens les vendeurs de cacahuètes et les sans-abris réfugiés dans le métro.Ainsi, il n'est plus rare de voir ces derniers se faire menacer et brutaliser par des GPSR, bien qu'en fait les passages à tabac les plus violents se pratiquent à l'abri des regards.

Les vendeurs de journaux de rue ne sont pas mieux lotis : les GPSR les pourchassent systématiquement pour régulièrement les tabasser et même voler l'argent de leurs ventes.

La RATP présente son plan «reconquête du territoire» comme une tentative de rendre le métro plus propre et plus « sûr ». S'il s'agit effectivement de nettoyage, c'est d'un nettoyage social visant à se débarasser des plus pauvres.

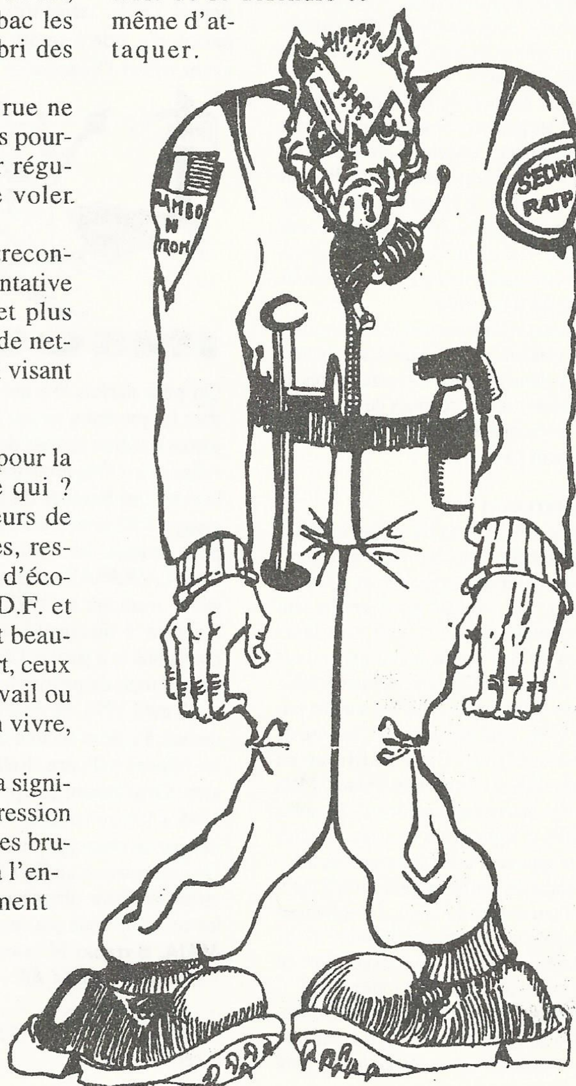
Il parait que les GPSR sont là pour la sécurité. Sécurité ? Sécurité de qui ? Sûrement pas celle des vendeurs de journaux, vendeurs de cacahuètes, resquilleurs en tout genre pour raison d'économie, sûrement pas celle des S.D.F. et de tous ceux pour qui le métro est beaucoup plus qu'un moyen de transport, ceux pour qui le métro est le lieu de travail ou le lieu de vie, parce qu'il faut bien vivre, et qu'ils n'en ont pas d'autre...

Pour tous ceux-là, G.P.S.R., cela signifie Brigades d'Insécurité et d'Oppression au Quotidien. On ne compte plus les brutalités commises par ces rambos à l'encontre des usagers insuffisamment dociles à leur goût !

En créant cette milice, la RATP montre l'idée qu'elle se fait du service publique et de son rôle social : pour les plus pauvres d'entre nous elle règle le problème de l'exclusion d'une manière expéditive en les faisant disparaître manu-militari. Pour ceux qui peuvent encore payer, elle veut les dissuader de se rebeller contre la systématisation des hausses (+5%/an), contre les contrôles et contre les dysfonctionnements.

Même si cette politique de la RATP s'inscrit dans une évolution générale de notre système économique, élaborée par et pour les plus riches, il n'est pas question de l'accepter.Si personne n'intervient, ils se permettront toujours plus.

Si, seuls face à eux, nous sommes faibles, nombreux et organisés il est possible de se défendre et même d'attaquer.



Par exemple, porter plainte contre eux et jouer sur les condradictions du système, ça les emmerde toujours, même s'il ne faut se faire aucune illusion sur la justice qui n'est conçue que pour défendre les puissants et leurs chiens de garde.

Si vous vous êtes fait agresser par les GPSR :

- 1°) S'il y a eu des témoins à l'agression, demandez-leur de témoigner pour vous, en vous faisant une lettre qui raconte ce qui s'est passé, demandez-leur de vous laisser leurs coordonnées si les flics veulent une confirmation.
- 2°) Notez dès que possible par écrit le plus de renseignements possible : ça c'est passé à quelle heure, dans quelle station, où ça exactement, ils étaient combien, contrôleurs, flics ou G.P.S.R., essayez de vous souvenir de leur tête, de leur matricule (c'est le n° qu'ils portent sur leur casquette ou sur leur veste) s'ils en avaient... tout cela pour permettre de les identifier ensuite.
- 3°) Si vous êtes blessé, allez tout de suite voir un médecin (ou à l'Hôpital) pour faire un certificat médical qui constatera les dégâts.
- 4°) Portez plainte pour violences, vol, etc... Pour cela il faut écrire au procureur de la république (c'est au palais de justice,sur l'île de la Cité), ou au juge d'instruction. Mais c'est une procédure compliquée, et quand on est tout seul les autorités essayent souvent de nous mettre des bâtons dans les roues pour nous décourager. Alors, pour se défendre ensemble, contactez nous.

Si vous êtes témoin d'une agression :

- Intervenez ! Ne laissez pas les gens seuls face aux Rambos, c'est le plus sûr moyen de les laisser se faire casser la figure.
- Notez vous aussi le plus de renseignements possible, en vue du dépôt d'une plainte.
- Proposez à la personne agressée votre témoignage si elle veut porter plainte.

● ***TRAUM***
Tribune de résistance active des usagers mécontents
9, rue St Sauveur. 75002Paris



N'AYEZ PAS PEUR, NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS PROTÉGER !

témoignages

☛ **Renaldo, Péruvien, 28 ans. Station mairie d'Ivry. 15 janvier 1995, 0h45**
"Revenant d'une soirée, je prends le métro à la station Fort d'Aubervilliers, et m'endors sur la banquette. Je me réveille au terminus de la ligne. Il est trop tard pour retournerà Opéra et prendre ma correspondance avec le RER. Une demi douzaine de vigiles arrivent, appelés par des agents de la RATP. Ils commencent par me bousculer, puis utilisent leurs bombes lacrymogènes. Je suis jeté à terre, frappé, et l'un des vigiles utilisent une batte de baseball. Résultat : double fracture, péroné et tibia, six mois d'incapacité. Lorsque j'ai dit aux policiers qui m'ont accompagné à l'hôpital que je désirais porter plainte, ils m'ont répondu qu'il serait préférable que je me fasse soigner d'abord."

☛ **Mehdi, SDF, 28 ans. Station RER Chatelet-les-Halles. Septembre 1994**
"Sans billet, je suis interpellé par un contrôleur, puis rapidement entouré par quinze de ses collegues. N'ayant pas de papiers sur moi, les contrôleurs prennent verbalement les renseignements. J'explique que je suis pressé. Le ton monte rapidement. Les contrôleurs me plaquent au mur et me fouilles. On me bouscule. Je prends le parti de me sauver mais un contrôleur en planque un peu plus loin me fait un crochepied et toute la bande arrive. L'un d'eux me porte un coup de genou au foie et je suis groggy. Un autre me menace à bout portant d'une bombe lacrymogène. Arrivent des policiers qui disent aux contrôleurs de se calmer. Un comble !!"

☛ **Pascal, 25 ans, SDF. Station République, 20 décembre 1994**
"En sortant du métro, avec un ami (à l'extérieur des tourniquets) nous avons été interpellés par six vigiles du métro. Ils nous ont demandé nos papiers d'identité car, paraît-il, notre chien était trop agressif. On m'a intimé l'ordre de me mettre au garde à vous face au mur. Pendant ce temps, j'entendais mon copain crier car les vigiles le frappaient.Après avoirété relâchés, nous avons appelé la police, et un médecin a constaté que mon copain avait des traces de coups de pieds dans le ventre."

☛ **Pierre-Nicolas S., gare du Nord, dimanche 6 février 1995**
Il rentre de chez ses parents qui demeurent en région parisienne. Arrivé à la garde du Nord peu avant 21h, il emprunte la correspondance Porte de Clignancourt. Au niveau des tourniquets, il essaye à plusieurs reprises de passer son titre de transport dans la machine (un coupon hebdomadaire deux zones, acheté le matin même et dûment validé). Le tourniquet ne fonctinne pas : Pierre_nicolas cherche des yeux un agent de la RATP qui pourrait lui indiquer la marche à suivre. Il est chargé de deux gros sacs. Personne... Alors, il escalade la machine, pour pouvoir continuer son trajet. Aussitôt, un homme en civil, sorti de nulle part, lui ordonne de déposer ses sacs et de lui présenter sa pièce d'identité. "*J'ai refusé en lui demandant qu'il justifie d'abord son habilitation à procéder à un contrôle d'identité*", raconte Pierre_nicolas. L'homme lui tend une carte de couleur verte, qui ne justifie en rien une telle prérogative. Il devient agressif. Pierre-Nicolas se dirige vers un groupe de contrôleurs de la RATP, dissimulés derrière un guichet. L'agent auquel il s'adresse vérifie la validité du titre de transport sans toutefois se soucier du bon fonctionnement des tourniquets franchis. Et lui dresse sans coup férir un procès-verbal. "*Il m'a ensuite été refusé de récupérer ma carte d'identité. J'ai vivement protester face à l'irrégularité flagrante de ce refus, en insistant pour qu'on me restitue la pièce en question. A ce moment précis, 3 autres agents (deux hommes et une femme) sont arrivés dans mon dos et m'ont plaqué avec violence contre le mur du guichet. L'instant d'après, le plus grand d'entre eux, que je reconnaîtrais sans nul doute, m'a jeté à terre.*" Une patrouille de CRS est alors intervenue et a passé les menottes à Pierre-Nicolas, devant une vingtaine de personnes. Ils l'ont conduit au poste de police de la gare du Nord. Pierre-Nicolas est ressorti de cette avnture avec des traces de strangulation et des ecchymoses, constatées sur une attestation médicale. Il a porté plainte.

● ***TRAUM***

OCCUPATIONS CONTRE LE BETON

✂Pour l'arrêt de la destruction de la vallée d'Aspe

Depuis bientôt 5 ans de nombreuses actions ont été menées pour contrecarrer la construction de l'axe européen E7 à travers les Pyrénées, qui doit passer par le tunnel du Somport, la vallée d'Aspe et le Piémont Béarnais. Cet axe Pau-Saragosse prévu pour faire converger 1000 camions par jour (venant de 3 autoroutes en France et de 2 autoroutes en Espagne) est dans la droite logique d'une économie capitaliste et libérale, à savoir l'augmentation sans fin des flux de marchandises pour le grand bénéfice de quelques uns au mépris de la vie des gens de la vallée, de la flore et de la faune.
A l'appel de la Coordination autonome des comités Somport, une mobilisation aura lieu les 3, 4 et 5 juin 1995 en Vallée d'Aspe. Pour ceux et celles qui veulent s'y rendre, prendre contact avec le Comité Somport IDF : Bar le Maldoror, 10 rue du Grand Prieuré, 75011 Paris. Tous les 2ème et 4ème lundi du mois de 19h à 23 h. Contacts : Bruno (45 38 68 33), Karim (42 03 07 57).

✂Pour l'arrêt de la construction de l'A51 (Grenoble-Sisteron)

Le 15 mars, l'AREA a tenté de démarrer les travaux de construction de l'autoroute A51 (section Varces-Col du Fau) sur les communes de Varces et de Vif.
Depuis ce jour, les opposants au projet occupent les chantiers et bloquent les engins.
Un recours a été déposé par 8 associations et 11 communes (dont Varces et Vif) demandant au Conseil d'Etat un arrêt de tous chantiers (sursis à exécution) en attendant le jugement sur la nullité de la DUP (déclaration d'utilité publique).
Les promoteurs de l'autoroute tentent de réaliser un coup de force visant à mettre la population devant le fait accompli.
Les exemples de DUP annulés alors que les travaux étaient terminés sont nombreux.
Nous nous opposons à ce que les intérêts de l'argent priment sur LA VIE.
Il est indispensable que vous soyez nombreux à nous rejoindre sur les sites occupés.
Pour tout soutien : les amis de la terre, 5 place Bir Hakeim, 38000 GRENOBLE.

● ***Les opposants sur le terrain***

Dernière minute :
Les opposants à l'autoroute A51 ont signé un accord partiel le 18 avril avec la société responsable de l'ouvrage (Scetauroute) autorisant les aménagements prévus en amont de l'ouvrage principal (considéré comme des travaux d'intérêt général) et excluant tous travaux directement liés à la construction de l'autoroute. Le 13 mai, 2000 opposants à l'A51 ont manifesté à Grenoble pour réclamer des alternatives à l'autoroute. L'action se voulait une protestation citoyenne contre un projet privé de toute utilité publique, qui menace la nappe phréatique alimentant Grenoble, qui entraînera la coupure de la vallée en deux, ainsi qu'une pollution sonore et respiratoire considérable. On attend toujours l'avis du Conseil d'Etat pour la fin juin.


TOP
PROMO

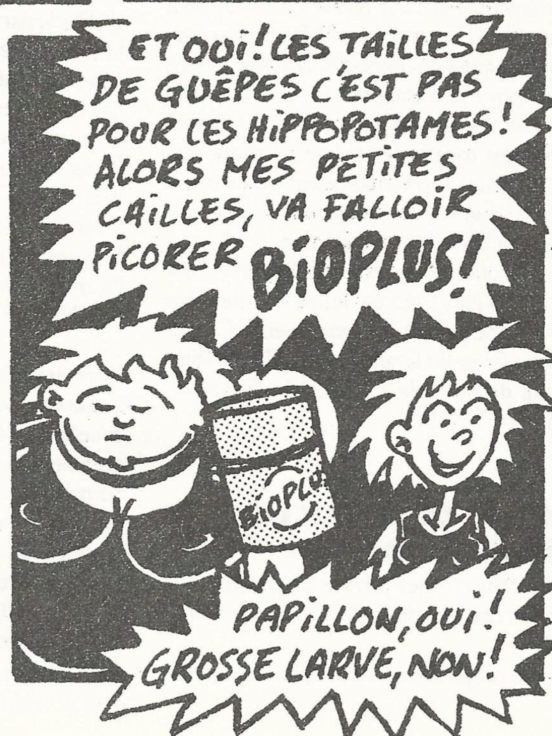

ET AVANT DE POURSUIVRE NOS PROGRAMMES, UNE PETITE PAGE/PLAGE DE PUB

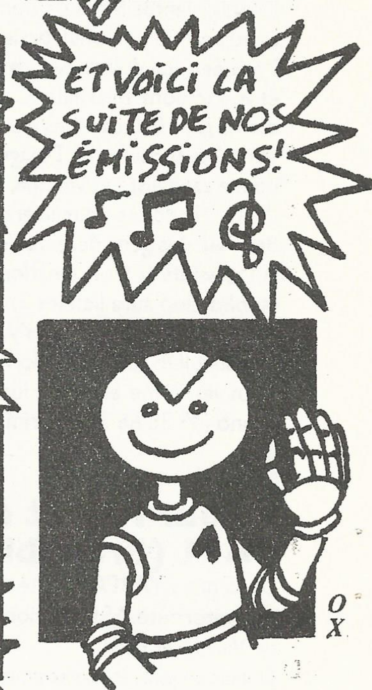

ÉCOUTE COCO! TU VEUX EMBALLER? 1 SEULE SOLUTION! LA X1000! PÉNÈTRE DEDANS, PREND LA EN MAIN, ET MET LA SAUCE !!


ON EST JAMAIS À L'ABRI D'UN ATTENTAT TERRORISTE, D'UNE ÉMEUTE OU D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE!! FACE À TOUT ÇA ET TOUT LE RESTE, ÉQUIPEZ VOUS CONTRE LA VIE AVEC... GLOBASSURANCE!


DEPUIS LA DESTRUCTION À 45% DE LA COUCHE D'OZONE... LA MEILLEURE PROTECTION CONTRE LES RAYONS ULTRA-ROUGE-INFRA-VIOLENTS, RESTE TOUJOURS... BRONZACTIV'
BRONZACTIV'


ICI, CE SONT LES ENFANTS LES PARENTS, LES GRANDS PARENTS, C'EST TOUTE LA FAMILLE QUI EST NOTRE PATRON, C'EST ELLE QUI DIRIGE ET QUI NOUS DICTE SES DÉSIRS!
ÇA SE PASSE COMME ÇA CHEZ MACRO-NALD'$


ET OUI! LES TAILLES DE GUÊPES C'EST PAS POUR LES HIPPOPOTAMES! ALORS MES PETITES CAILLES, VA FALLOIR PICORER BIOPLUS!
BIOPLUS
PAPILLON, OUI! GROSSE LARVE, NON!


ET VOICI LA SUITE DE NOS ÉMISSIONS!
OX

LA GAVINE

C'est un lieu où se réunissent des groupes et des individues. Ce lieu se définit par ces quatre termes :

FEMME - FEMINISME - POLITIQUE - CULTURE

- Femme, parce que lieu où les femmes décident, s'expriment et agissent ensemble.
- Féministe donc politique car en lutte pour la libération des femmes et contre toutes les oppressions (économiques, sociales et politiques).
- Politique donc féministe, parce que nous ne concevons pas de lutte politique sans y inclure la lutte des femmes.
- Culture, car ce lieu favorise divers modes d'expressions et d'échanges.

Ce lieu est ouvert aux femmes et aux groupes adhérant à ses principes. Il peut accueillir des intiatives diverses, réunions, débats, expos, fêtes, activités d'expression... étant entendu que celles-ci sont à but non lucratif.
Ce lieu ne fonctionne que sur l'engagement personnel et collectif des individues, sans aucune contre partie financière ; à l'inverse il peut être décidé d'actions de solidarité financière en faveur d'une action ou d'une personne sans contre partie.

A ce jour, plusieurs collectifs existent et se réunissent à la Gavine :
• Collectif féministe contre le viol et les violences faites au femmes permanence-réunion, les deuxième samedi du mois de 14h à 16h
• Collectif féministe en solidarité avec les femmes de Yougoslavie
• Réseau de solidarité avec les femmes algériennes
Et il y a aussi des fêtes, des soirées vidéo, etc.
LA GAVINE, 2 rue Joutx Aigues, 31000 Toulouse. Tél. 61 25 85 77 (répondeur)

FESTIVAL

Le festival Maloka/Twist Against/CA.L.M. aura lieu les 7, 8 et 9 juillet à Dijon à la salle "La Vapeur" (avenue de Stalingrad).
Au programme :
• vendredi 7 à partir de 19h : concert avec Hiatus, Unhinged, Crazy skankers (ska de Lyon), Glue (hard-core d'Ecosse), This evol taste (noise de Turin), Andy & terrie (guitaristes de The Ex)
• samedi 8, à partir de 14h : vidéo/expos et débat sur le Chiapas (avec des gens qui y sont allés). A partir de 19h, concert avec Day by day (hard-core d'Allemagne), Vanilla (emocore de Montrouge), Schwartzeneggar, King biscuit (punk folk à la Dog faced hermans de Rouen), In vitro.
• dimanche 9, à partir de 15h : concert avec Rawness et d'autres groupes, plus perfo peinture et théâtre.
•Pour les stands : Apache (eh, oui !), Aktion, Angrr, CARES (collectif d'action et de réflexion pour l'égalité des sexes), Panik/Guerilla urbaine, REFLEX, Izvestia, Katakomb, Urgence disk, Cahiers antispécistes, Star, Brout'choux, librairie La Gryffe, librairie Publico, CNT-AIT, FA, Stop au massacre animal, No control et d'autre qui restent à confirmer (Guerilla, Comité homosexuel franc comtois, Tic-tac...).
Outre une expo sur le Chiapas, il y aura celle du CARES "Y'a d'la femme" (sur les affiches sexistes de soirées étudiantes).
participation aux frais : 50 francs pour une soirée, 80 francs les deux, dimanche gratuit. Il y aura un endroit pour camper, une buvette et de la bouffe végétarienne/végétalienne.
Pour tout renseignement, téléphoner à Maloka au 81 66 81 49 le samedi après-midi ou écrire à Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex / Twist against, BP 439, 25019 Besançon cedex.

ESPACES

LE JARGON LIBRE

Atelier-librairie, lieu de rencontre, d'information, de discussion pour tous ceux et toutes celles qui veulent faire avancer le processus de libération, change d'adresse et de n° de téléphone. Vous y trouverez toujours autant de bouquins et de revues intéressantes. Il se trouve désormais au : **70 bis rue du Général Galliéni, 93100 Montreuil, Métro : Croix de Chavaux, Tél: 48 59 17 86.**

LE KIOSQUE

C'est une infoshop où vous pourrez trouver des livres, des revues, des journaux, des fanzines, des disques, des K7, des CD en distribution ainsi que des informations militantes, sociales et contre culturelles. C'est un lieu alternatif et politique. Il est situé dans le **passage Dumas face au 21ter rue Voltaire, 75020 Paris.** Métro : Boulet Montreuil ou Nation. Permanences du mercredi au samedi, de 14h à 19h.

LES SANS COU

Des jeunes de différents quartiers et origines se retrouvent avec des adultes (éducateurs, éducatrices, à l'école, sans formation) et forment un petit mouvement.
Nous sommes une association où se cotoient des jeunes qui prennent part à des actions précises (émission radio, discussions, écoute téléphone pour enfants, etc...) et d'autres aussi qui défendent plus notre projet dont le premier désir est la création d'une maison de jeunes, d'un lieu de vie géré aussi par des jeunes. C'est un projet de vie (commune) entre amiEs et connaissances pour se soutenir ensemble, se défendre, tenir la route. C'est fait pour répondre à une demande autant qu'à des problèmes : beaucoup de gens voient d'un mauvais oeil des enfants jouer dans la rue, beaucoup d'enfants et de jeunes souhaiteraient des moyens suffisants pour s'amuser, pour discuter... Alors pourquoi n'y aurait-il pas un lieu d'échange (entre communautés, entre jeunes et adultes), une maison ouverte ? Rien n'est pire que de se fermer au dialogue.
La situation : ce n'est pas de l'argent dont nous avons besoin à ce jour, mais de rencontrer plus de gens afin de pouvoir mieux avancer. «Vos idées sont bonnes», beaucoup de gens ont peur de se lancer avec nous parce que c'est le début et c'est original. On nous parle toujours du nombre. Malheureusement, si on attend touTEs d'être nombreuxSES pour agir, faire quelque chose, alors personne ne fait rien. Nous pouvons actuellement ouvrir un local sur Toulouse et nous allons parfois à la campagne et à la montagne. Nous voulons habiter à la ville parce que c'est là que se trouvent le plus d'enfants, et que nous avons diverses rentrées d'argent par de la brocante et du commerce. Nos idées : les enfants c'est pareil que les adultes, kif-kif. Mêmes droits pour tout le monde. Nous intervenons pour donner plus de responsabilités aux jeunes, et pas pour les rendre faibles à force de diriger leurs vies, de les assister. C'est pour ça que pour des questions comme la sexualité, les amiEs librement choisiEs, le droit de partir de la maison, aller à l'école ou ne pas y aller, etc. nous cherchons et trouvons des solutions qui favorisent le mieux de la personnalité de chacunE de nous, de chaque enfant. Si tu es dans la merde, si tu as une petite ou une grosse envie pour défendre un lieu de vie et d'action pour les jeunes, tu peux nous contacter. Parles-en autour de toi, fais-nous connaître de tes amiEs ; ça ne coûte rien.Pour plus d'informations, pour nous rendre visite, pour n'importe quoi de plus, (article tiré de Star n°3)
LES SANS-COU, 40 rue Alfred Dumeril, 31400 Toulouse

APPEL POUR UNE COORDINATION DES COLLECTIFS LUTTANT CONTRE TOUTES LES EXCLUSIONS

De toute part on entend qu'il faut tout faire pour lutter contre l'exclusion. Les uns proposent de faire voter une loi pour "qu'enfin" la société prenne ce problème à bras le corps, de développer les emplois de service ; pour d'autres, il faut faire appliquer des lois déjà existantes, comme la loi de réquisition des logements ou rendre le chômage des jeunes illégales, ou bien militent pour la réduction du temps de travail, etc., etc.. Ou bien on nous propose de lutter pour une société plus humaine. Tout ceci relève de la démagogie ou de la naïveté frisant la bêtise.

Par exemple, rendre le chômage des jeunes illégal, cela suppose de réprimer les employeurs qui n'embaucheront pas les jeunes, même si il n'en reste qu'un au chômage, c'est-à-dire l'Etat et les patrons ! Ou pire, cela ne conduirait-il pas à rendre le travail obligatoire pour les jeunes, un STO-jeune en quelque sorte ? Le capitalisme a toujours vécu avec un volant de chômeurs : le plein emploi n'existe pas et n'a jamais existé dans le capitalisme !

On propose de développer des emplois de services : apporter le café, les pizzas, garder les enfants, les personnes âgées, faire le ménage, nettoyer les espaces verts... Cela conduit à ce que la majorité de la population soit au service -autrement dit, effectue les tâches matérielles et quotidiennes peu valorisées socialement- d'une élite ayant le privilège d'occuper les emplois "nobles" de décision, de responsabilité. Ainsi on renforce la hiérarchie sociale, la majorité est au service de la minorité : l'élite !

Comment rendre plus humaine une société fondée sur la domination, la hiérarchie, l'exploitation, le profit, la concurrence... On nous explique qu'une fois l'égalité des chances acquises (ce qui est une absurdité dans une société de classes) il faudra nous battre pour faire notre place, autrement dit il faudra écraser les autres pour monter le plus haut possible dans la hiérarchie sociale, est-ce cela une société plus humaine ? Est-ce que notre vie se limite à l'obtention de droits : au logement, à la santé, au vote, au travail..., que seul l'Etat peut garantir, ce qui revient à le légitimer, à le rendre indispensable. En outre peut-on mettre sur le même plan le fait de pouvoir se loger, se soigner, se nourrir, se vêtir... avec le fait de devoir travailler pour subvenir à ses besoins ? Sans doute un jour, au train où l'on est parti, des associations militeront pour le droit (pour légaliser) à nos désirs, à l'amour, à l'amitié, à nos plaisirs... pour rendre la société plus humaine !

Lutter contre l'exclusion revient à lutter contre la société qui le produit : lutter contre le capitalisme. On ne peut plus se contenter d'aménager des espaces -ou droits- en son sein qui ne seront respectés que dans les limites supportées par le système : lutter pour obtenir des droits c'est lutter pour l'obtention de droits formels qui sont soumis aux évolutions de la conjoncture et des rapports de force déterminés par la lutte des classes.

Lutter contre l'exclusion, c'est lutter contre toutes les exclusions : sociales, racistes, sexistes...

Lutter contre les exclusions suppose d'aborder globalement les problèmes. La globalité, c'est la prise de conscience de l'ensemble des problèmes avec les réponses appropriées ; il faut donc la voir à trois niveaux :

- l'ensemble des problèmes internationaux ou plutôt transnationaux ;
- comment la lutte va s'inscrire dans la globalité de son contexte social et local ;
- comment les personnes qui composent un mouvement s'accaparent cette globalité.

En effet, il faut rompre avec la vision en terme de masse des mouvements sociaux ; autrement dit, il ne suffit plus que les élites, les dirigeants aient conscience de la globalité pour que tout le monde suive (et c'est une bonne chose). Il faut que ces élaborations soient partagées -en tout cas oeuvrer pour qu'elles le soient- par l'ensemble des personnes participant au mouvement.

Lutter contre les exclusions, c'est aussi tenter de mettre en avant des contradictions qui sont en germe dans les mouvements. Par exemple, la lutte sur le logement pose une question fondamentale : est-ce que la propriété privée (qui est un pillier de l'idéologie bourgeoise) doit encore prévaloir sur le fait de pouvoir vivre ?

De même, le travail a une place centrale, c'est-à-dire qu'il détermine une bonne partie de notre vie : notre lieu d'habitation, l'organisation de notre temps... ; le travail, comme critère de reconnaissance sociale est une spécificité de l'idéologie bourgeoise. A l'échelle de l'Histoire, il y a très peu de temps (environ deux siècles) que le travail est valorisant et est le fondement de l'identité sociale, alors qu'auparavant, le fait de travailler était un signe de non appartenace à l'élite.

N'assistons-nous pas à une évolution fondamentale : le perte de la centralité du travail ? Jusqu'à un passé récent, le profit était extrait essentiellement de l'exploitation de la force de travail ; actuellement une nouvelle tendance se dessine : la principale source de profit devient la spéculation. Il importe maintenant pour les capitalistes de se doter de moyens pouvant limiter les risques (comme on l'a vu lors du krach de la banque du Mexique ou de la Barings par exemple) qu'engendre



cette dernière et donc d'être en capacité de "prévoir" (autrement dit "redonner confiance aux marchés") pour pouvoir investir sans que les risques soient trop importants. Ainsi donc en poussant la critique du travail et surtout de son idéologisation (le travail devenant -dans les sociétés occidentales pour le moins- plus un outil de domination que la source principale de profit), ne pouvons nous pas remettre en cause, là aussi, un des pilliers fondamentaux de l'idéologie bourgeoise.

Lutter contre l'exclusion c'est affirmer que nos conditions de vie ne doivent plus être déterminées par nos revenus (salaires, allocations, RMI, etc.). Chacun, chacune doit pouvoir se vêtir, se nourrir, se loger... ; chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins, ses désirs. Nous voulons vivre dignement !

Autrement dit, jusqu'à présent la société fonctionne sur le principe de quantification, c'est-à-dire que tout est quantifié, la valeur d'échange prévaut sur la valeur d'usage. Or il paraît évident que la progression de l'exclusion et de la précarité à travers les luttes qui leurs sont liées remet en cause cette hiérarchie. En

effet, les luttes revendiquant la gratuité des transports, le libre accès au logement -même si l'on n'a pas de ressources-, la liberté et la gratuité de la contraception et de l'avortement, de la santé en général ... n'expriment-elles pas en fait, qu'il faut en finir avec cette hiérarchie sociale fondée sur l'importance de nos ressources financières ? Comment vivre dignement lorsque notre vie est conditionnée par la conjoncture économique qui engendre la misère et l'exclusion de plus en plus de personnes.

D'une société fondée sur la quantification on doit passer à une société fondée sur la qualité : ce qui nous importe ce n'est pas combien vaut telle ou telle marchandise mais qu'elle est l'utilité de tel ou tel produit.

Lutter contre les exclusions c'est aussi militer pour la liberté de circulation des hommes, des femmes et des idées. C'est lutter contre toutes les formes de domination, de hiérarchie.

Lutter contre l'exclusion, ce n'est pas quémander des miettes un peu moins minces (à ce jeu là on se fait toujours avoir !), c'est ce battre pour ce qui nous est dû : une part égalitaire des richesses pour chacun(e). C'est se battre pour changer radicalement cette société et en finir avec le capitalisme qui ne générera toujours qu'exclusion, exploitation, aliénation et barbarie.

Ce n'est pas en laissant notre sort entre les mains de spécialistes, pompiers de l'exclusion et autres politiciens (tous n'aspirant qu'à gérer et aménager le capitalisme ou la misère qu'il engendre) que nous obtiendrons autre chose que des cacahuètes.

C'est uniquement en prenant nous mêmes nos affaires en main, en nous regroupant entre précaires, exclus, personnes solidaires, en nous auto-organisant pour lutter sur le terrain social, puis en nous coordonnant entre différents collectifs locaux, que nous pourrons espérer avoir suffisamment de poids pour inverser l'ordre actuel des choses !

C'est pourquoi le Comité précaires solidaires nantais/nantaises, le Groupe libertaire de Tours, la Coordination des sans abri (Paris) et les Travailleurs chômeurs précaires en colère (Paris), qui se sont déjà réunis à Nantes le 4 février puis à Tours le 4 mars, ont décidé de lancer un appel à tous ceux et toutes celles qui luttent concrètement sur le terrain des exclusions, afin de se coordonner.

LUTTER CONTRE LES EXCLUSIONS, C'EST PRENDRE SES AFFAIRES EN MAINS, C'EST À DIRE CONNAITRE ET MAITRISER SES CONDITIONS D'EXISTENCE, C'EST TENTER DE RÉFLÉCHIR, DE FAIRE PARTAGER DES UTOPIES CRÉATRICES, DE CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES AU CAPITALISME, QUI RIME, DE PLUS EN PLUS, AVEC BARBARIE.

Réunion hexagonale , le samedi 3 juin 1995, 14 h, au LOCAL 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes. Tél : 40 48 49 56 (les mardis, jeudis et vendredis entre 20h et 22h).
Si vous souhaitez participer à cette réunion, écrire à :
Initiative pour une coordination
c/o FA BP 2114
37021 Tours Cedex



Le jeudi 4 mai, à l'initiative de la Coordination Des Sans-Abri (CDSA), le Bureau d'Aide Sociale (BAS) du 19e arrondissement de Paris a été occupé. Les occupants réclamaient des tunes pour les moins de 25 ans, qui n'ont pas droit au RMI.
La direction a fini par lacher l'argent. La somme totale a été partagée, ridiculisant ainsi la tentative de division du BAS.
En fait tout le monde aurait pu obtenir du flouze. Il faut réclamer l'aide d'urgence. En nombre ça marche toujours (pour l'instant).
Avis aux amateurs et amatrices...

Brève. *à propos de la manif du 8 avril*

Lors de la manif kermesse pré-électorale de gôche du 8 avril, ayant pour prétexte la lutte contre l'exclusion, la Coordination des sans abris (CDSA) a diffusé un tract que nous publions un peu plus bas.
Il est à noter qu'en fin de manif, le S.O. du DAL, mené par les trotskars de la LCR et d'Alternative (dite) libertaire ont chargé des copains parce qu'ils avaient osé balancer des insultes, agrémentés de 3 oeufs, à l'encontre de l'ordure de la CFDT qui osait prendre la parole pour "dénoncer" l'exclusion. Faut-il rappeler que ce syndicat collaborationniste a, entre autre crapulerie, cosigné avec la CFTC, la CGC et le CNPF une réforme de l'Unedic dont le but affiché et atteint, était de priver des dizaines de milliers de chômeurs (70000 d'après le CNPF) de leurs droits aux Assedics.
D'après des copains, il semblerait que le S.O. du DAL ait chargé conjointement avec des BAC (keufs en civil). Ca aurait au moins le mérite d'être clair !

« CHARITE - ASSISTANAT - TRALALA
Une nouvelle fois, une manifestation "contre l'exclusion" est organisée par diverses organisations de gôche et autres caritatifs.
Pour bon nombre de signataires, leur véritable but est de se servir de nous comme tremplin électoral, de réhabiliter une gôche moribonde en vue des élections présidentielles et municipales.
La honte n'étouffera donc jamais ces ordures de socialauds qui pendant des années s'en sont mis plein les poches en développant une politique antisociale, qui n'a fait qu'enrichir les capitalistes et appauvrir les plus défavorisés.
Qui a encore confiance en cette gôche soi-disant sociale ?
Ils prétendent lutter contre la misère alors qu'ils en sont les principaux responsables.
Assez de tous ces politiciens !!!
Droite et gauche, c'est blanc bonnet et bonnet blanc ...
Virons toutes ces crapules !
De la condition des pauvres, ils n'ont rien à faire. Pas étonnant que les seules mesures préconisées par eux consistent à aménager le système capitaliste pour leur profit afin de mieux gérer la misère et non de la supprimer. Par l'assistanat et le caritatif, ils empêchent une prise de conscience populaire qui entraînerait une révolte certaine.
Nous ne voulons pas nous inclure dans un système qui profite de nous, niant l'épanouissement de l'individu.
Ne laissons pas notre sort entre les mains de politiciens et autres spécialistes. Nous n'aurons que ce que nous prendrons.
Contre le pouvoir et la propriété : auto-organisons nous !
Appropriation et autogestion des moyens de production, afin de réaliser la répartition égalitaire des richesses.
AGIR POUR NE PLUS SUBIR !!! »

● *CDSA*
9 rue St Sauveur, 75002 Paris

VACANCES 95

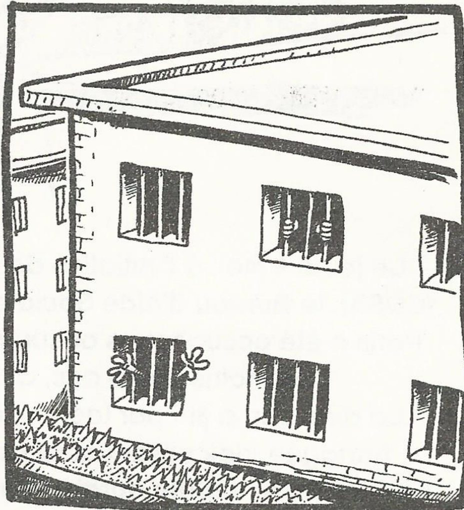
VOUS AUSSI, ESSAYEZ LA

TURQUIE !

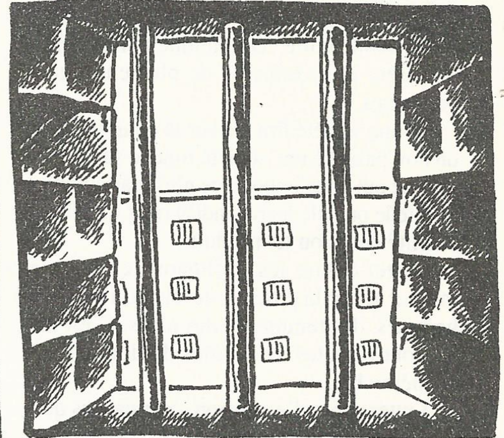
UN ACCUEIL CHALEUREUX.



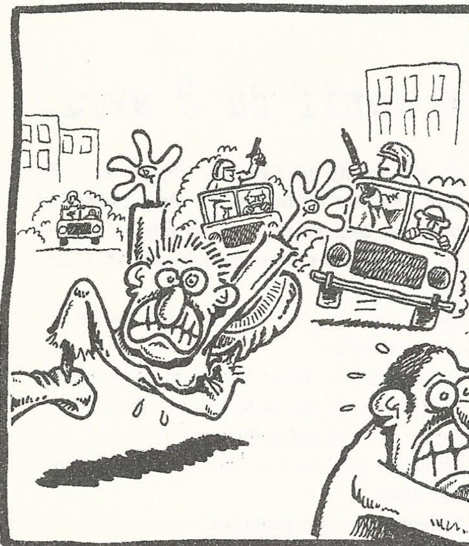
UN SÉJOUR TOUT CONFORT EN RÉSIDENCE INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE...



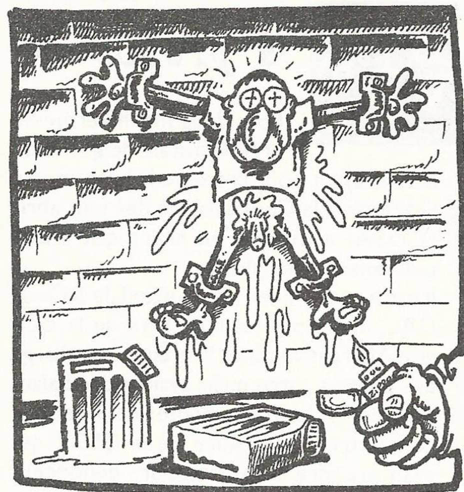
UNE VUE IMPRENABLE SUR LES CHARMES DU PAYS.



DES ACTIVITÉS SPORTIVES.



UN CONFORT MODERNE AVEC CHAUFFAGE...



EAU...



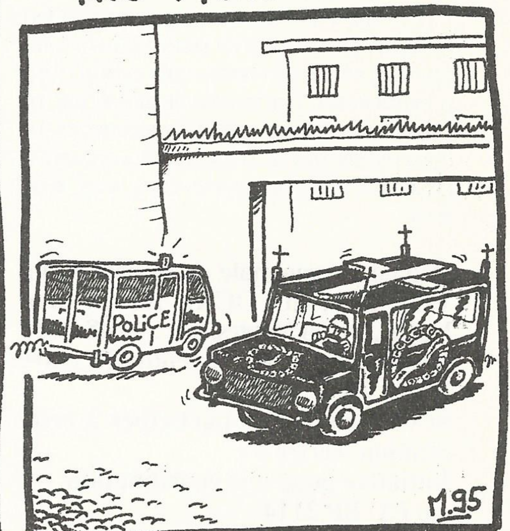
ÉLECTRICITÉ.



SÉJOUR PROLONGEABLE À VOLONTÉ.



ALLÉE-RETOUR À NOS FRAIS.





LA REPRESSION SOUS TOUTES SES FORMES

Vous avez sûrement pu voir de belles affiches publicitaires incitant à aller en Turquie. A première vue, il s'agit d'un très beau pays et on aimerait bien aller s'y balader. Mais lorsqu'on s'apprête à relever l'adresse de l'office de Tourisme de Turquie on s'aperçoit que celle-ci a été cachée par des inscriptions du genre : "N'allez pas en Turquie. La Turquie assassine les Kurdes."

Il est vrai que la situation au Kurdistan est passée sous silence et qu'il est très rare que la Turquie soit dénoncée. On a même vu nos chers policiers français fournir la liste des opposants Kurdes à leurs collègues turcs. La lutte contre le "terrorisme" passe avant la lutte pour la démocratie.

La répression au Kurdistan peut prendre plusieurs formes :

- la forme légale
- le terrorisme d'Etat

La deuxième s'étant illustrée dans l'attentat du 3 décembre 1994 contre le journal Özgür Ülke (1 mort et 26 blessés) qui a été commandité par le gouvernement turc. Voici quelques extraits d'une lettre confidentielle[1] du Premier Ministre turc datée du 30 novembre 1994 adressée notamment au Ministère de l'Intérieur et au Secrétariat Général du Conseil National de Sécurité :

"Les activités des organes de presse en tête desquels vient Özgür Ülke, qui visent à soutenir les organisations séparatistes et destructrices, se sont transformées ces derniers jours en des atteintes ouvertes contre la perpétuité et les valeurs morales de l'Etat.

(...) Afin d'enrayer cette menace importante qui vise l'intégrité indivisible de la Patrie et du Peuple, le Ministère de la Justice doit :

(...) déterminer les raisons qui empêchent d'agir légalement avec efficacité, malgré tant de chef d'accusation, et prendre les mesures réparatrices en conséquence.

(...) Afin de déterminer les moyens d'une lutte efficace contre ce genre d'organes de presse qui mènent ouvertement des activités séparatistes contre la perpétuité de l'Etat et soutiennent les organisations terroristes, je souhaite qu'un travail soit immédiatement entrepris pour que les méthodes désignées soient mises en action dans les plus brefs délais."

Le terrorisme d'Etat, c'est aussi la torture et les persécutions contre la population. Persécutions qui poussent des milliers de gens vers l'exode. Pour l'armée turque tout civil Kurde est susceptible d'être un "terroriste". L'armée turque a rasé des villages entiers parce qu'elle soupçonnait la population d'aider la guérilla. Lorsque l'armée turque passe quelque part, elle persécute la population : chantage, tortures, femmes maltraitées.

Lorsqu'elle assassine des innocents, elle déclare qu'il s'agit de terroristes tués lors d'affrontements. L'armée turque accuse systématiquement la guérilla d'être responsable des horreurs qu'elle commet. Un habitant fait prisonnier par les militaires témoigne[2] :

"C'est là-bas que nous avons subi les pires mauvais traitements. C'est là-bas qu'ils ont filmé les personnes évanouies sous la torture, présentées comme des personnes attaquées et tuées par le PKK[3]."

Mais la répression s'opère aussi par l'intermédiaire de la justice (c'est la forme légale). Ceci s'étant illustré dernièrement avec la condamnation le 8 décembre 1994 de 8 parlementaires Kurdes dont 6 ont été condamnés à 15 ans de prison. Toute personne qui affiche des sympathies pour les organisations de libération (ou qui est soupçonnée d'en avoir) peut être poursuivie légalement.

Afin de justifier l'oppression, le gouvernement turc utilise largement la désinformation. Un de ses relais étant le journal turque Hurriyet qui diffuse régulièrement toutes sortes de fausses informations. Le gouvernement turc accuse par exemple la guérilla de se livrer au trafic de drogue. Comme les nazis pendant la seconde guerre mondiale accusaient les résistants d'être responsables des crimes commis par eux-mêmes, le gouvernement turque désigne la guérilla comme seule responsable des horreurs qu'il commet.

Les organisations de libération Kurdes appellent à boycotter le tourisme en Turquie, celui-ci étant une des sources de revenus pour la répression. L'ERNK (Front de libération du Kurdistan) déclare :

"Le Kurdistan et la Turquie ne peuvent pas être des régions de vacances alors que la violence de l'Etat tue 35 à 40 personnes par jour. (...) Dans la situation actuelle, personne, que ce soit pour des motifs touristiques ou économiques, ne devrait aller en Turquie (...) Le tourisme constitue, au vu de la situation économique turque, qui s'effondre de jour en jour, la plus importante entrée de devises du pays. La plus grande partie de ces entrées est utilisée pour financer et donc maintenir cette sale guerre. Toute devise dépensée par le touriste équivaut à la mort d'une personne !

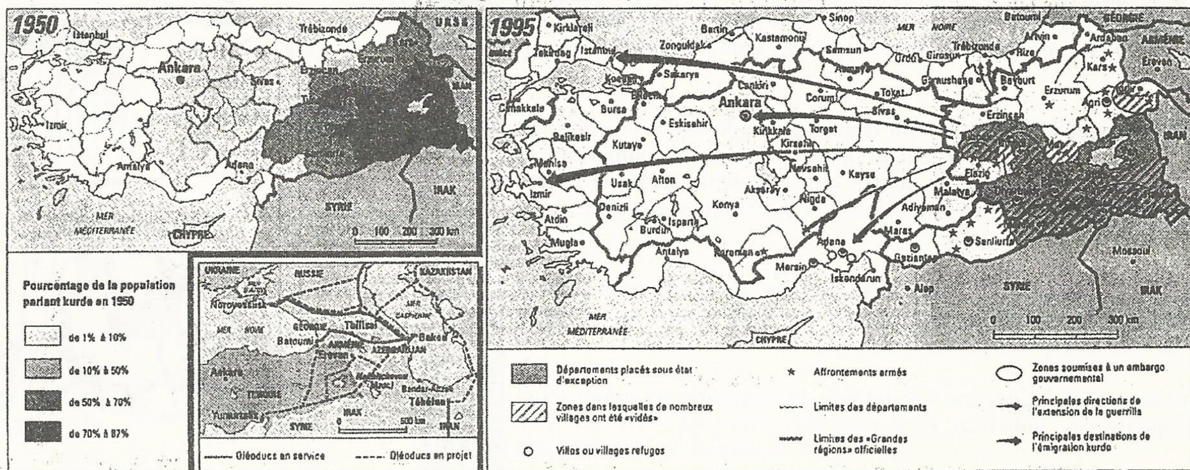
Est-ce que vous pouvez, est-ce que vous voulez porter cette responsabilité ."

● *Christophe LE VIL*

---

1. *Parue dans Özgür Ülke grâce à un fonctionnaire anonyme qui l'a envoyée à la presse.*
2. *Voir Kurdistan Rapport n°15, page 33.*
3. *Parti des Travailleurs Kurdes, un des mouvements armés du Mouvement de Libération National Kurde.*

EXTENSION DE LA GUERRE, MIGRATIONS FORCÉES



TIC-TAC

Au moment où sort ce numéro d'Apache, deux journaux sont sortis mais plutôt que de les chroniquer, on préfère vous parler du projet en lui-même : hyper intéressant, nouveau. Bref, un peu d'air frais dans notre petit milieu de la presse alternative.

Le résultat ce sont un journal de 40 pages format A3 puis un de 80 pages A4 denses, inrésumables parce que plein de choses différentes au niveau de la forme et du contenu ; des pages qu'on (je) aime beaucoup et d'autres qu'on (je) déteste, c'est la règle du projet.

Le prochain numéro sera fait par le groupe de Genève. Mais il est certainement déjà trop tard pour envoyer des choses là-bas alors on vous file aussi l'adresse pour le numéro d'après qui sera fait à Lyon :

roger klein, 1/3 rue lissignol, 1201 genève (suisse)
denise luchon, 9 rue passet, 69007 lyon

Ci-dessous, un texte tiré du Tic-tac fait en Auvergne

« Mélons-nous de la transformation du monde et de la beauté des choses »

Chouette le canard existe. Curieux c'est surtout nous qui l'avons écrit.

Bizarre il ne nous satisfait pas vraiment.
Trop de crises de larmes, pas assez d'éclats de rire.
Trop d'états, pas assez de mouvement.
Trop de poussière, pas assez d'air.
Trop de tics, pas assez de tacs.
Trop d'alcool, pas assez d'ivresse.
Trop de vieilles dentelles, pas assez d'arsenic.
Trop d'intentions, de commentaires, pas assez d'expériences pratiques.
Trop de général, pas assez de local.
Trop de singulier, pas assez de pluriel.
Trop dedans, pas assez dehors.

ESPACES

Parce que TIC-TAC ne veut pas être un éxutoire, un défouloir, un gémissoir, parce T.T. veut plus de rencontres, de débats, de dialogues, d'échanges, de diversité, nous souhaitons recevoir les textes les plus courts et les plus concis possible.

Nous ne pouvons pas publier de brochures (envoyez des résumés).

Nous aimerions avoir le contact des auteurs pour étendre le dialogue avec eux, en dehors des pages du journal.

Nous avons besoin de savoir si les textes envoyés sont destinés à publication entièrement ou en partie. A chaque envoi, il faut absolument spécifier ce qui est publiable (contact ; adresse...), et/ou l'utilisation du reste.

Nous aimerions que vous datiez et situiez géographiquement les articles.

T.T. n'est pas un catalogue de vente par correspondance ; envoyez vos contacts, pas vos bons de commande.

Après discussion autour de la phrase d'intention « il n'y aura aucune censure », nous avons constaté qu'il n'y a pas unanimité sur cette question, certains groupes veulent garder leur autonomie d'intervention.

Globalement T.T. veut garantir la publication de tous les écrits, mais certains groupes se réservent le droit de jouer du maquettage et d'autres de faire passer les textes qui leur déplaisent aux autres groupes. Ils signaleront leurs choix et l'argumenteront à chaque parution.

T.T. est gratuit. Son contenu, sa fabrication et son financement sont accessibles à toute personne qui s'en mèle ; sur ce point merci de le faire en espèces ou en timbres.

Au fait ; nous ? c'est une soixantaine de personnes ici aujourd'hui, groupe ou pas, individus, c'est tout. ET C'EST AUSSI TOUT CA.

Auvergne, le 15 avril 1995

AU-DELA DU PERSONNEL

Appel à contribution

Le personnel est souvent perçu comme quelque chose de privé, de non-politique: une sphère spontanée qui ne demanderait ni analyse rationnelle, ni évaluations. Pourtant une réflexion critique est nécessaire car cette sphère ne va pas de soi. C'est pourquoi nous désirons publier une brochure, avec comme point de départ les questions et thèmes suivants.

Notre sexualité est-elle uniquement une histoire de goûts ? Nos désirs sont-ils conditionnés ? Peut-on et doit-on évaluer la sphère du personnel selon des critères politiques ou éthiques ? A quel point peut-on changer notre intimité affective et émotionnelle ? Comment voudrions-nous modeler, (re)faire nos vies ?

Sexualité / affectivité / amour libre et fidélité, queerness (homo, trans, bi...) / hétérosexualité et sexisme, célibat / couple / communauté, sexualité / tendresse / amour et amitié, pornographie / érotisme / nudité, beauté / laideur et normes esthétiques, féminité / masculinité et genre, rapport homme / femme et domination, pédophilie, âge et agisme, S.M. / nécrophilie et diversité sexuelle...

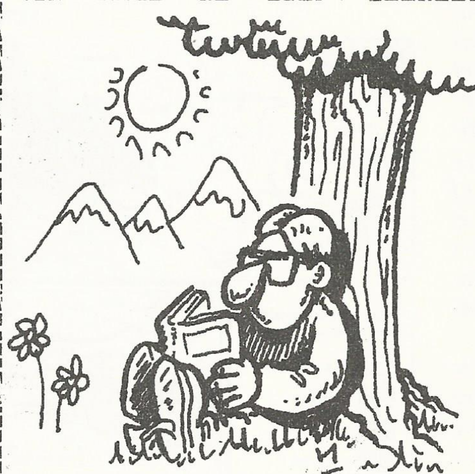
Plutôt que de dénoncer ce qui nous déplaît profondément, nous désirons surtout exprimer de nouvelles façons de vivre cette sphère. Des façons créatives, libératrices, bienfaisantes. Des façons qui vont au-delà des critères et normes habituels.

Si tout cela reste encore trop vague mais que quelque chose dans cet appel vous chatouille et que vous avez envie de participer à ce projet de brochure, n'hésitez alors pas à nous contacter.

Reste à vous dire que nous nous engageons à réagir à chacune des contributions envoyées. Envoyer articles, points de vue, expériences vécues, dessins ou autres à

«Au-delà du personnel» , 1 Montée des Carmélites, 69001 Lyon.

Corinne et Léo,novembre 94



CAMPING ANTIPATRIARCAL 19 AOÛT–1ER SEPT. 95

OYÉ ! Oyé !
Voici les nouvelles fraîches du gigacamping antipatriarcal...
Nous nous sommes donc réuniEs le week-end du 1er, 2 et finalement 3 avril entre copinEs (garçons, filles, hétéros, lesbiennes, gays, féministes, anti-sexistes) de Lyon, Genève, Lille, Toulouse, Paris, Drôme provençale, pour vous concocter deux semaines infernales antipatriarcales.
Nous avons tchatché, gratté, pendant des heures, des jours et des nuits, parfois laborieusement, pour préparer ce projet qui doit mettre sur la scène publique, politique et de façon collective, toutes les discussions intimes, en privé, et/ou, toutes les luttes des groupes femmes, féministes et lesbiennes, des groupes hommes, homos, sur et contre le patriarcat, le sexisme, la lesbo/homophobie...
Nous voulons nous confronter et échanger sur ces thèmes à partir de nos vécus, nos pratiques, afin de créer des axes de lutte, des réseaux, des coordinations, depuis chez nous jusqu'à l'espace intergalactique... à travers des groupes de discussions, des ateliers **mixtes et/ou non-mixtes**, des débats, etc....
Camper, c'est aussi vivre ensemble, se marrer, préparer la bouffe, se baigner, jouer, se faire des câlins, faire la teuf, gérer le camping collectivement avec nos moyens de quatre sous.
Le camping aura donc lieu du 19 août au 1er septembre dans un petit hameau d'Ariège, dans une structure collective autonome avec une cuisine, une salle et une bergerie, des douches, w.c., deux pâturages pour camper, et un lac à 8 kilomètres.
C'est à 700 mètres d'altitude, il y fait chaud en journée, les nuits sont fraîches et les orages possibles !
Les personnes qui nous prêtent ce lieu ont une ferme avec élevage d'animaux (pensez-y si vous venez avec des chiens) et luttent contre le "tourisme vert" et la capitalisation-normalisation des espaces et des individuEs.
Voici quelques-uns de leurs mots, de leurs écrits : "la prise de conscience critique sur la ville et la campagne, sur leurs rapports, sur ceux du travail et des loisirs, sur ce qui nous unit et qui nous sépare, n'est pas une activité saisonnière, à travers elle, c'est notre possibilité d'autonomie qui est en jeu".
Ces personnes désirent, comme nous, un fonctionnement basé sur les échanges à tous les niveaux pendant le camping, une qualité de regards et de respects mutuels.

on amènera nos folies, amener les vôtres !

Pour avoir plus d'infos, pour recevoir la brochure... contactez-nous, avant la mi-juillet, si possible

✉ **Star c/o MAB, 37 rue Burdeau, 69001 Lyon (jusqu'à fin juin)**
PADI (cap), BP 232, 75624 Paris cedex 13

✆ **22-320 71 95 à Genève (Suisse), demandez Benjamin**
61 25 85 77 à Toulouse



Une « cuisine mobile » proposera deux repas sandwiches et un repas végétalien par jour pour 35F. Pour le prix, il y a des possibilités d'arrangement et d'échanges. Si vous avez des plans bouffe pas chere, gratos (récup, reprise individuelle...), profitons-en !



Une petite brochure est sortie comprenant une présentation de chacun des thèmes ainsi que les ateliers de discussion en rapport, quelques remarques pratiques et un texte concernant la non-mixité.
Ce programme n'est qu'une trame. De nouvelles idées sont les bienvenues. Certains thèmes n'ont pas encore vu leur date fixée. De même que les discussions pourront déboucher sur des aspects auxquels nous n'avons pas penser. Ici on ne vous indique que les thèmes journaliers.

❦ *Dimanche 20*
ECHANGES Qui sommes-nous ? Pourquoi ce camping ? Où en sommes-nous ? Qu'est-ce que représente pour nous le patriarcat ?

❦ *Lundi 21, mardi 22*
PATRIARCAT, CAPITALISME, FASCISME

❦ *Mercredi 23, jeudi 24*
PATRIARCAT DANS NOS LUTTES ET NOS QUOTIDIENS

❦ *Vendredi 25*
JOURNÉE IMPRÉVUE ChacunE fait ce qu'il/elle veut (pas seulement ce jour-là !)

Samedi 26, dimanche 27, lundi 28
AU DELÀ DU PERSONNEL

❦ *Mardi 29, mercredi 30*
OPRESSIONS ET EXCLUSIONS DANS LES RELATIONS AFFECTIVES

❦ *Jeudi 31*
LES GENRES

❦ *Vendredi 1er*
BILAN, PERSPECTIVES ET MERSPECTIVES l'après-midi
SPECTACLE & FÊTE le soir

❦ *Samedi 2*
CONCERT, SI C'EST POSSIBLE

LES CAMPS EXISTENT ENCORE...

DU CONTRÔLE AU FACIÈS...

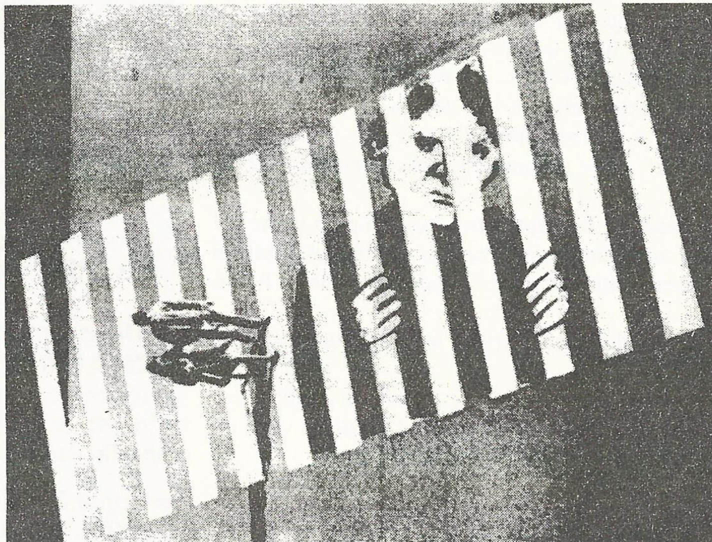
En général, ça commence dans la rue : tu es un peu bôcoup basané, tes cheveux sont trop chevelus ou trop rasés... bref ta gueule ne plaît pas - et fait même peur - aux zônetes gens qui vont à la messe tous les dimanches matins et qui ne vont pas oublier de voter la semaine prochaine - parce que la démocratie faut se battre pour la conserver. Et tout d'un coup une nuée d'uniformes bleus ou kakis te tombent dessus, te demandent tes papiers et vérifient ton identité - dès fois que tu serais déjà fiché parce que t'aurais volé une plaque de chocolat au supermarché du quartier de ton enfance - te fouillent - des fois que tu planquerais un missile sol-air dans une poche de ton blouson - et souvent t'embarquent, si ils ont quelque chose à te reprocher, ou si tu leur fait une remarque pas polie à propos de la nouvelle coupe de leurs moustache. Cela s'appelle le contrôle au faciès, le délit de sale gueule voilà ce qui va pas chez toi (pour savoir ce qu'est une sale gueule, lis donc la bible et le nouveau code pénal).

...À LA RÉTENTION ADMINISTRATIVE...

Et après, cela peut se compliquer sérieusement, surtout si tu n'es pas de nationalité française et que tes papiers ne sont pas en règle (il est d'ailleurs fréquent que par exemple la carte de séjour mette du temps à parvenir à l'intéressé parce que les administrations ont - forcément - du retard dans leurs paperasseries). Dans ce cas, tu es indésirable dans notre beau pays... il ne te reste plus qu'à le quitter. Après une garde à vue, l'administration policière va donc décider de te RETENIR dans un centre de rétention administrative, le temps de te réserver un billet d'avion pour ton pays d'origine, que tu n'as peut-être pas forcément envie de revoir, surtout s'il s'agit par exemple du Zaïre, de la Turquie ou du Maroc... Ton séjour derrière les barreaux d'un tel centre (il y en a une quinzaine en France, le premier a vu le jour en 1978 à côté de Marseille, et de fait, n'importe quel commissariat, n'importe quelle gendarmerie peut faire office de centre de rétention) sera d'une durée de huit jours maximum, ne t'en fais pas, cela leur laisse bien le temps de s'occuper de ton voyage... un juge confirmera 2-3 jours après ton arrestation la décision des flics de te séquestrer ainsi. Merci aux gouvernements divers (notamment les socialistes) pour avoir généralisé cette pratique raciste et sécuritaire et à Môssieur le ministre Sapin qui a en 1986 instauré le délit de n'avoir pas de papier en règle... C'est une première que d'enfermer des gens sans qu'il y ait atteinte aux personnes (agression, meurtre, etc.) ni aux biens (vol, détérioration, etc.)... Jusqu'où iront-ils ?

...À LA RÉTENTION JUDICIAIRE...

En janvier 1994, on a créé à Aniane, petite ville au nord de Montpellier, le premier centre de rétention judiciaire. Il arrivait effectivement qu'il soit difficile de déterminer la nationalité d'origine de la personne interpellée (la couleur de peau indiquant bien que ses parents ne s'appelaient pas Dupont) qui n'avait pas forcément envie de collaborer pour que l'Etat français la renvoie dans les geôles des dictatures zaïroise, turque... qu'en général elle avait fuies en se réfugiant en France... Donc, sérieux problème pour l'administration : où donc renvoyer de tels gens ???!!! (imaginez la tête du fonctionnaire confronté à ce véritable casse-tête qu'il doit résoudre... c'est une question de vie ou de mort pour sa chère patrie qui l'a investi d'une telle mission). En tout cas, huit jours ne sont pas suffisants pour une telle enquête, et il est arrivé trop de fois où il fallu laisser repartir des gens de centres de rétention parce qu'on ne pouvait les garder plus longtemps ! Maintenant c'est possible avec la rétention judiciaire qui permet l'enfermement d'une personne sur simple décision administrative (toujours confirmé par un juge) pour trois mois (période renouvelable). On peut enfermer des gens dans des conditions des plus déplorables jusque six mois pour le simple délit d'avoir fui des dictatures ou des situations sociales, économiques, désastreuses - merci aux pays occidentaux pour votre passage remarqué en Afrique, en Asie et un peu partout dans le monde. Merci à la Banque mondiale et au F.M.I. pour votre gestion remarquable des relations économiques internationales. Merci aux états européens et nord-américains pour avoir armé d'aussi nombreuses personnes. Sans vous Bernard Kouchner serait au chômage et on s'emmerderait encore plus souvent devant la télé.



De tels centres ont été ouverts à Aniane, Orléans, Ollioule (près de Toulon) et d'autres sont prévus (Lyon), beaucoup d'autres paraît-il (une centaine ?).

Le 22 mars, un charter est parti au petit matin d'Amsterdam. Il s'est arrêté à Roissy et est reparti à 5h50. Il a débarqué 48 personnes au Zaïre, qui avaient été arrêtées et enfermées en France et aux Pays Bas. Il paraît que ce sont des matons qui les ont accueilli et qui s'en occupent là-bas. Merci Schengen.

...À LA RÉSISTANCE ACTIVE

« Habitant du Loiret, il y a cinquante ans, quand les fonctionnaires de la préfecture, des policiers et des gendarmes gérèrent, avec application, les recensements, les approvisionnements, les transferts de Juifs, de Tziganes ou de "marginaux" aux camps de Beaune-le-Rolande, de Pithiviers, de Jargeau, la plupart n'avait pas conscience de participer à un crime contre l'humanité, ils faisaient leur boulot, dans des circonstances difficiles, à propos de gens qui n'étaient pas tout à fait comme les autres et qu'il fallait bien mettre quelque part.

« Le numéro 30 de la rue Basse d'Ingré n'est pas encore un camp, mais ça commence à y ressembler. »

Cette fin de tract contre le centre de rétention judiciaire d'Orléans a valu à Jean Pierre Martin, président de l'ASTI (Association de solidarité avec les travailleurs immigrés) d'Orléans, une mise en examen en septembre 1994, après plainte portée par Pasqua luimême pour « diffamation envers la police nationale française ». On ne rigole plus. L'amalgame dérange.

Pour éviter l'inculpation d'une seul personne, à Montpellier, le collectif pour la responsabilité juridique de l'affiche contre le centre d'Aniane regroupe une dizaine d'associations, groupes et signe ainsi une affiche s'inspirant de la une de L'Eclair, journal local collabo sous Vichy, sur laquelle est expliqué en quoi le centre d'Aniane ressemble tant au camp de Gurs...

Les centres de rétention ne sont rien d'autre que des camps d'internement, et dans cinquante ans il ne servira plus à grand chose de déposer des gerbes de fleurs pour « se souvenir ».

C'est maintenant qu'il faut agir... Se regrouper autour d'un tract ou d'une affiche et « ouvrir » un tel collectif (à des groupes « humanitaires », culturels... géographiquement plus ou moins éloignés du local qui nous fait bouger), c'est tout d'abord une parade à des problèmes juridiques ("ils" vont difficilement pouvoir poursuivre une dizaine de groupes à chaque fois qu'un tel collectif se manifeste... imaginons cent tracts (pour cent centres de rétention judiciaire) signés par dix groupes, assos... différentEs) et cela pose des bases organisationnelles solides d'une résistance active aux pratiques sécuritaires qui se développent dangereusement de plus en plus sous forme de désobéissance civile.

C'est maintenant qu'il faut agir, demain il sera trop tard !

● *Manu*

AN 1995, LES CACHOTS DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Le 20 avril, le juge François Sottet (secrétaire général du Syndicat de la Magistrature) devant statuer sur la prolongation de rétention de 27 étrangers retenus au dépôt de Paris (sous-sol de la Préfecture) a décidé de les remettre en liberté, provoquant une bataille juridique où s'affronte magistrats et policiers sur l'application de la Loi Pasqua. C'est l'arrivée à la barre d'un jeune marocain, le bras plâtré, le visage tuméfié et se tordant de douleur qui a amené le juge à aller voir les conditions de détention dans les sous-sols de la Préfecture. Devant le refus de la Préfecture de laisser entrer l'avocat de la victime, le juge a décidé de le libérer ; il en a fait de même pour les 26 autres étrangers qui lui ont été présentés dans la journée. Cela fait pluisieurs années que le Syndicat de la Magistrature se bat pour la fermeture du dépôt de Paris considéré comme un lieu sinistre situé hors des limites d'un Etat de droit et du champ d'application de la Convention européenne des droits de l'Homme ; 100 à 150 personnes y sont entassées dans des conditions d'hygiène et de sécurité déplorables. On y avait révélé récemment le suicide d'un jeune marocain, le passage à tabac d'un algérien par trois policiers et le viol d'un jeune algérien par un policier faisant office d'infirmier. En 1991, le Comité européen pour la prévention de la torture avait dénoncé l'insalubrité du lieu et les manquements aux droits des retenus. En novembre 1993, des avocats du GISTI (groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés) exceptionnellement autorisés à entrer au dépôt avait fait un rapport et balancer à la presse des photos chocs sur l'état d'insalubrité des lieux. En décembre 1994, le Comité européen avait de nouveau visité le dépôt et rendu les mêmes conclusions que trois ans auparavant. Mais rien n'avait changé à l'exception d'un vague coup de peinture ; ou plutôt si, il y avait de plus en plus de gens retenus dans des cellules exigües grâce aux nouvelles lois Pasqua, des gens dont le plus grand crime est de ne pas avoir de papiers en règle !

Le 26 avril, la cour d'appel de Paris a rejeté la demande de remise en rétention formulée par le Préfet de police à l'encontre de 18 étrangers remis en liberté le 20 avril. Pour le moment, ils ne retourneront pas en détention. Mais l'affaire n'est pas terminée car la Préfecture a annoncé son intention de se pourvoir en cassation. Cette controverse judiciaire est révélatrice de la guerre que mène certains magistrats contre l'Administration, pour qui les magistrats ne sont plus que des auxilliaires d'une procédure administratif où ils n'ont que peu de choses à dire dans les affaires de rétention, selon les nouvelles dispositions de la Loi Pasqua.

En attendant, la Préfecture a annoncé le 26 avril la fermeture provisoire du dépôt pour rénovation, mais beaucoup d'autres centres de rétention existent, aux conditions de détention similaires, et de nombreux drames humains continuent de s'y dérouler.

A quand la fermeture de ces cachots du 21ème siècle, où croupissent des étrangers dit en situation irrégulière en attente d'une expulsion ?

OÙ ON REPARLE DE LA RÉTENTION ...

Le 10 mai, le juge Nguyen du Syndicat de la Magistrature a libéré 8 étrangers en situation irrégulière, en raison du caractère illégale de leurs conditions d'interpéllation. Mais le 13 mai, l'appel de la Préfecture de police a été entendu ; la cour ayant décidé de remettre les 8 étrangers en rétention. Au nom du principe de la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif, la cour a estimé qu'il appartenait pas au judiciaire de se mêler des conditions d'interpéllation d'un étrager sans papiers. Comme le souligne les membres du Syndicat de la Magistrature, qui va contrôler les conditions d'interpéllation ou les conditions de rétention si ce ne sont eux ? le juge administratif ? Mais lorsqu'il se prononce, l'étranger a déjà été reconduit dans son pays !

●*Narb*

Brèves

❦ Jim Chambers, un militant contre l'extension de la route M11 à l'est de Londres, a été mis en prison, après avoir été arrêté avec une autre personne et accusé d'avoir commis £50 000 de dégats sur un site de construction de la route. Jim a été placé en détention à la prison de Wormwood Scrubs, en attendant son procés, qui peut avoir lieu dans quelques mois. Envoyer lui des lettres de soutien.

Jim Chambers PV 2504, HMP Wormwood Scrubs, Du Cane Rd, London W12 OAE, Angleterre.

❦ Nick Jeffrey est actuellemnt emprisonné en Hollande dans l'attente de son audition concernant son extradition vers l'Angleterre. Quand il fut arrêté au début de cette année, le gouvernement britannique a demandé son extradition, pour le confronter à de serieuses accusations concernant l'emeute anti-poll-tax à Trafalgar square en mars 1994. Il serait accusé d'emeutes, de désordre (section 1 et 2 du 'Public Order Act'), de coups et blessures. Son extradition semble être certaine et proche. En ce moment, jim est emprisonné à la prison de Horn, et aimerais recevoir des lettres de soutien.

Nick Jeffreys, Horn prison, Amsterdam, Hollande.

❦ Deux palestiniens vivant à londres depuis longtemps, ont été arrêtés et accusés de conspiration. Ils crient leur innocence. Plusieurs autres palestiniens vivant également à Londres, ont été arrêtés pour des interrogatoires, détenus et relachés sans accusation. Ces arrestations arrivent à un moment ou la désillusion concernant les accords entre l'OLP et Israël est grandissante. En outre ce sont les dernieres dans une serie d'attaques visant à criminaliser les activités politiques arabes en Angleterre. De même, la presse populaire perpetue le racisme en propageant des merdes (ex : tous les arabes et personnes venant du moyen-orient sont des terroristes islamistes). « Action for the Rights of Arab » est une nouvelle campagne pour s'opposer à ces harcelemnts. Comme les Irlandais, les arabes sont criminalisés et sont la cible de l'Etat. ARAB a pour but de s'opposer à cela, et fournir un soutien à ceux et celles qui sont harcelé-e-s. De même, ils demandent que les charges contre Nadia et Jawad soient levées, et, ils vont produire une brochure en anglais et en arabe expliquant les droits des individus.

ARAB, 25 Horsell RD, London N5, Angleterre.

●*Traduit de Talking liberties journal de l'ABC Londres*
London ABC c/o 121 Bookshop, 121 railton road, London SE24 OLR, Angleterre

- Moi, vol à main armée : 5 ans. Et toi?

- Piratage de logiciels : 2 ans!

- Et comment t'es tombé?
- On m'a donné.
- Tu sais qui?
- Un concurrent ou un employé... Tu sais, tout le monde peut te dénoncer. On peut même t'accuser de complicité. Il y a simplement un numéro à appeler. Plus personne n'est à l'abri. Tu vois, le piratage, c'est du vol. Il faut utiliser les logiciels originaux. C'est tout.

Si vous avez des doutes sur l'authenticité d'un logiciel, contactez BSA.
Tel. (1) 43 33 95 95

FEU !

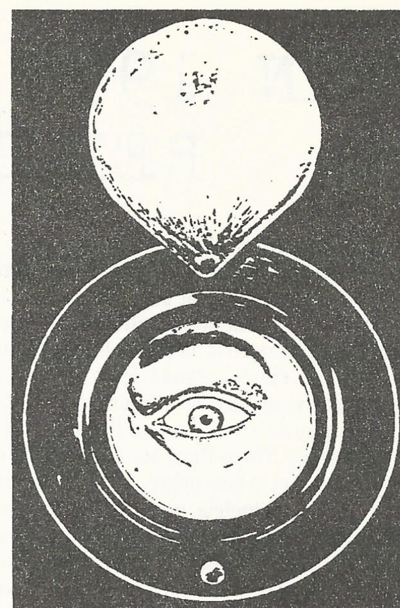
Dans le dernier Apache, enfin celui qu'est sorti il y a six mois, on vous parlait d'un appel, en Grande Bretagne, à balancer (moyennant rétribution) les personnes ayant des copies illégales de logiciels. Et bah la France n'est pas en reste. On a en effet pu voir cette pleine page de pub dans plusieurs magazines informatiques au mois de mai. Et comme la délation fait partie de la culture franchouillarde depuis ben longtemps, y a même pas besoin de récompense "chez nous" ! Et c'est pas parce que les premiers visés sont les grosses boites qu'il ne faut pas prendre ceci au sérieux et donc faire quelques "plaisanteries" aux initiateurs/trices de cet appel à délation maquillé en publicité.

L'Anarchist black cross est une organisation internationale de soutien aux prisonnierEs. La section française de l'ABC édite une feuille d'information « Liberté sans condition ». Elle est glisée dans ce numéro d'Apache.
ABC c/o Aktion, 1/2 rue Denis du péage, 59800 Lille
PADI (ABC), BP 232, 75624 Paris cedex 13

Lokarria est une association de soutien aux prisonniers basques qui travaille sur Paris. Elle s'occupe notamment de l'aide financière aux prisonnierEs. Si vous voulez faire un don, écrivez-leur.
Lokarria c/o Maison basque de Paris, 10 rue Duban, 75016 Paris

TAULES

L'ORGANISATION DES PRISONS EN FRANCE



ORGANISME opaque qui s'occupe de toutes les déviances à l'ordre établi, l'univers carcéral est trop parfaitement coupé de la réalité et enfermé dans un silence tabou. Il est le complément sécuritaire et coercitif des décisions de l'injustice et à ce titre s'organise dans sa structure autour de la détention provisoire lié à une instruction en cours, et la détention prononcée comme peine.

Les information suivantes sont principalement issues du code de procédure pénal et du manuel « prison-justice » du GENEPI dont les bénévoles interviennent et enseignent en prison, et représentent l'organisation théorique des taules en France...

DÉTENTION PROVISOIRE

Les maisons d'arrêt en France et dans les DOM-TOM sont au nombre de 118. Elles enferment les prévenuEs (c'est-à-dire les individuEs en cours de procès) et doivent les rendre à la justice dès qu'elles le souhaitent. Ce qui explique qu'elles sont à la proximité des tribunaux de grande instance, des cours d'appel et d'assises. La règle interne est l'emprisonnement de jour et de nuit.

DÉTENTION PRONONCÉE COMME PEINE

Les établissements pour peine prennent eux différentes formes avec en théorie l'individualisation de la peine (qui pour toutes les raisons sécuritaires, matérielles... revient à jouer du pipeau avec les pieds). Ils dépendent uniquement de l'administration pénitentiaire dont chaque chef d'établissement a en fait un pouvoir arbitraire et absolu.

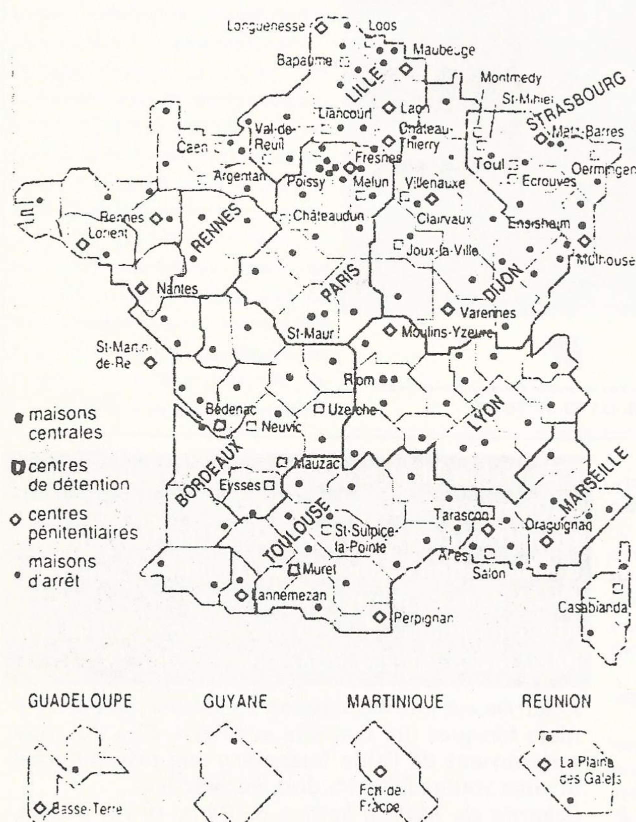
-Les 11 centres de semi-liberté permettent d'enfermer les condamnéEs pendant la nuit et les week-ends leur laissant la "liberté" d'aller travailler la journée.

- Les 23 centres de détention emmurent les condamnéEs à des peines de moins de trois ans. Elles ont en théorie un régime moins sécuritaire lié à l'emprisonnement individuel de nuit seulement. ce qui permet par exemple aux prisonnierEs d'aller dans la journée d'une cellule à l'autre et de participer à des activités.

- Les établissements les plus oppressifs et sécuritaires sont les 5 maisons centrales qui enferment les condamnéEs à une longue peine jugéEs les plus dangereux et les moins réinsérables.

- Enfin il faut parler des 25 centres pénitentiaires qui combinent les différentes formules : maison d'arrêt, centre de détention et centrale avec des quartiers indépendants et des régimes spécifiques. De plus les frontières sont en réalité ultra-floues entre les prévenuEs et des prisonnierEs, dont le reliquat de la peine est inférieur à un an, pouvant être incarcéréEs dans les maisons d'arrêt, ce qui est devenu la norme.

Ainsi la différence entre détenuEs et prévenuEs n'existe plus réellement puisque sur les 18 000 personnes condamnées chaque année à des peines d'emprisonnement, environ 3 000 seront enfermées dans les bips de centrale et les bops de centre de détention.



carte pénitentiaire de la France (octobre 1992)

Par contre la différence qui sépare les trois catégories de détenuEs (homme, femme, enfant) est beaucoup moins floue.

Le but des maisons d'arrêt étant de mettre les détenuEs à la disposition de la justice, leur majorité comporte des quartiers séparés pour les femmes. Dans les centre pour peine, par contre, la centralisation du au nombre de femmes dans les prisons (en janvier 94, 96 % des détenuEs sont des hommes, ce qui signifie a peu près 2 100 femmes incarcérées) explique qu'il n'y ait en France qu'un seul centre de détention pour femmes situé à Rennes.

En revanche seules certaines maisons d'arrêt comportent des quartiers pour les mineurEs - aucun mineurE de moins de treize ans ne peut être incarcéré - notamment à cause de la vétusté de nombreux établissements et afin de leur garantir des « conditions de détention acceptables ». Pourtant ils/elles peuvent être mélangéEs avec des jeunes adultes accuséEs de délits mineurs. Le seul centre de détention pour mineurE se trouve à Fleury-Mérogis puisque l'on juge que les femmes et les mineurEs ne présentent pas un degré de dangerosité suffisant pour rendre la création de centrales spécifiques nécessaire.

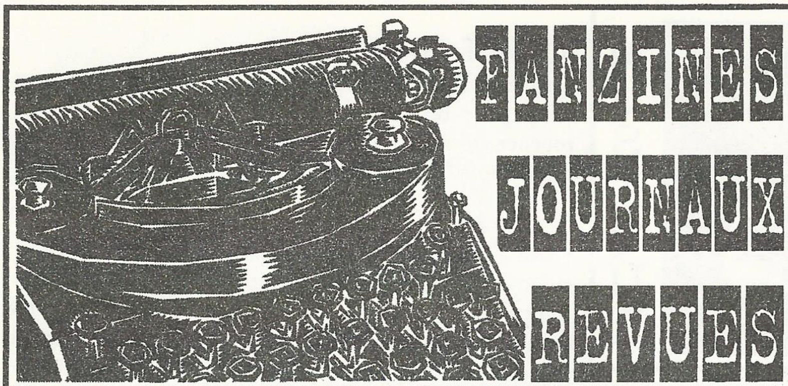
Voilà donc les principes de l'organisation carcérale.

C'est sans compter dans la réalité les manipulations des chiffres et des situations.

C'est sans compter les abus d'autorité, les privations allant jusqu'à la torture physique et psychologique.

C'est sans compter enfin les silences et les mensonges sur les révoltes et les mouvements collectifs des prisonnierEs... puisque la prison est une institution qui ne s'attaque qu'aux symptômes d'un problème dont elle est entre autres la cause.

● ***Béton amer***



AKT

N°6, avril 95, 4F15, 36pA5. Au sommaire : textes et infos sur les élections, l'enfermement carcéral et psychiatrique, les camps de rétention, le contrôle social, la presse alternative... des chroniques... Si vous passez dans les environs de Lille, n'hésitez pas à les contacter car ils/elles font plein de choses à côté du fanzine.

Aktion c/o CCL, 1/2 rue Denis du péage, 59800 Lille

ALBERT

Publication Cadix n°2, 12pA4. Un « spécial sexe » avec une compilation de textes, d'affiches. La première publication intitulée « de An à Qom » est un recueil de textes "prises de tête" sur la société du spectacle, « vivre l'anarchie », l'utopie...

« Cadix se veut un projet collectif porté dans les moments de dissolution des individus. (...) Il se propose, dans un premier temps de recueillir et de faire circuler l'information sous forme d'une boîte aux lettres (...)

Cadix c/o Canal sud, 40 rue Alfred Duméril, 31400 Toulouse

AMOR Y RABIA

C'est le journal de la Fédération anarchiste révolutionnaire Amor y rabia, organisation formée par des groupes ou des invidivuEs au Mexique, Canada, Etats Unis. Amor y rabia (amour et rage), bimestriel hyper intéressant, en espagnol, est produit au Mexique (il existe un journal Love and rage produit aux Etats Unis). Au sommaire du numéro de janvier/février : squatts à New-York, Intifada, des nouvelles de quelques prisonnierEs, une critique anarchiste du marxisme et plein de choses sur le Mexique, notamment un supplément spécial en soutien à l'EZLN !

Amor y rabia, apdo postal 11-351, CP 06101 Mexico DF, Mexique.

Love and rage, PO Box 853 Stuyvesant sta., New York, NY 10009, Etats Unis

BÉTON ARMÉ

N°4. Un numéro spécial sur la violence des chasseurs en Grande Bretagne, les luttes des saboteurs de chasse et un aperçu de la loi qui criminalise les saboteurs et autres camarades.

PADI, BP 232, 75624 Paris cedex 13

DISPAC'H

N°1, avril 95, 8pA4 C'est le bulletin du réseau autonome de Bretagne. Le but de ce canard est « avant out de servir de tribune aux idées révolutionnaires anticapitalistes en Bretagne ». Dans le n°1, des textes sur la vision de l'Etat français concernant la pèche et l'agriculture en Bretagne, les drogues dures, l'EZLN, nationalisme et régionalisme, Armand Robin, les menhirs de Carnac... Vous pouvez vous abonner et c'est 50F pour dix numéros.

Dispac'h c/o Le Local, 16 straed sanlecque, 44000 Naoned

EUSKADI EUROPEAN

Mensuel (4p, 5F) du Comité de solidarité avec Euskadii de Paris. Informations sur l'actualité du Pays Basque. Au sommaire du n°3 : interview de Gabi Mouesca (prisonnier politique d'Iparretarrak). Abonnement pour un an : 50F.

Comité de solidarité vec Euskadi c/o PADI

FRONT

Un journal hors du commun ou vous trouverez pas mal d'infos sur les groupes de lutte armée en Europe. Au sommaire du dernier numéro (juin 94, ça date mais c'est unique) vous trouverez entre autres : des textes des prisonniers d'Action directe, un dossier sur l'Europe, une interview d'un responsable du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (Pérou), un texte d'Antonio Fosso (prisonnier des Brigades rouges).

Front c/o Le Jargon libre, 70 bis rue du Général Galliéni, 93100 Montreuil

GUIDE DE L'ARRÊTÉ

« Pourquoi une brochure sur les droits de la personne face à la police, à la justice ?



Ce n'est pas que nous soyons des adorateurs de la légalité, mais connaître ses droits et les faire respecter c'est être capable de préserver cette toute petite marge de manœuvre dont il nous revient ensuite de savoir user, c'est connaître les règles du jeu dans lequel on nous a embarqué de gré ou de force, c'est aussi connaître les prix, pour ensuite agir en connaissance de cause. C'est se permettre de ne plus être complètement passifs face à la répression. (...) c'est aussi se donner les moyens de comprendre ce qu'est le Droit, à quoi il sert et qui il sert. »

Au sommaire : face à la police (contrôle d'identité, fouille, police municipale, vigile, perquisition, vérification d'identité, garde à vue...) ; face à la justice (mise en examen, détention, procès, recours...) ; annexes (porter plainte, aide judiciaire, amnistie, rébellion...)

10F port compris. *Disponible à PADI*

INFOSUDS

N°12, 15F, 40pA4. Intéressant, aborde divers sujets : ordre moral, SIDA, répercussions sur la prostitution; info sur les camps de rétention, sur ce qui se passe plus loin : Rwanda, Tibet, Turquie ...

Infosuds, 40 rue alfred Duméril, 31400 Toulouse

REZO

N° 8, mars 1995. C'est le canard du Rézo de Lausanne fait par des squatteur-euse-s et précaires qui se bougent surtout sur le logement et la répression policière. Au sommaire : des trucs sur les keufs locaux, les squats locaux et l'arnaque des transports en commun locaux.

Ca se lit bien et vite (trop vite) et ça a l'air de paraître assez souvent. On peut les contacter à l '*Espace Autogéré, Chemin de la colline 2, 1007 Lausanne, Suisse*, c'est un squat sympa avec infoshop et tout et tout.

SABLERO

N°0, janvier/février. Nouveau canard nantais réalisé par l'asso Margot Versas S.A. Ca parle de sexisme, de spécisme et de rock entre autre.

Margot Versas S.A c/o Hervé Bouillard, 14 rue de Sucé, 44119 Treillères.

LA SAINTE HERESIE BIBLIQUE

Petit fanzine de Rennes pas cher, relvant les différents immondices de la bible, sous formes de citations, au sujet de l'autorité, des femmes, des animaux, du sexe, etc. Il remt les idées en place à propos de l'aliénation judéo-crétine pénible.

Izvestia, BP 5081, 35061 Rennes cedex

STAR

N°3, printemps été 95, prix libre, 50pA4. Pleins de bonnes choses à lire dans ce queerzine libertaire. Des brèves venant de Lyon et du reste de la galaxie, des chroniques et des textes : perspective anarchiste sur la politique queer, féminisme et prostitution, récit d'Anarchy in the UK du point de vue queer, interview de RIME (recherches et interventions masculines), etc.

Star c/o MAB, 37 rue Burdeau, 69001 Lyon

TRANQUILLE LE CHAT

N°0, prix libre, 8pA4. En attendant un N°1 plus étoffé, vous trouverez dans ce numéro une compilation de textes sur la télé, sur la violence et le sexisme dans le concerts, des chroniques...

TLC, 4 rue Jean Bullant, 95440 Ecouen



TU LA VEUX TA CLAQUE ?

N°1, printemps été 95, 5F, 24pA4. Fanzine réalise par des membres de l'association Twist Against. Au sommaire : interview de QQRYQ sur leurs activités (fanzine, label de musique) et sur la situation sociale et politique en Pologne, récit d'une déambulation de bars en rades, une interview de l'assos Maloka, du groupe de rap The last poet, un court récit de voyage à San Francisco, un texte nous rappelant que la lutte des classes existe encore aux Etats-Unis.

TLVTC c/o Twist against, BP 439, 25019 Besançon cedex

LE ZISANISTE

N°2, environ 5 F(dixit). Journal du collectif Initiative Solidarité Alternative de Montpellier. Beaucoup d'articles intéressant sur le Chiapas, avec un rappel historique sur la révolution de 1910 et aussi un résumé de ce que signifie l'A.L.E.N.A. Aussi des textes sur notre bon vieux Pasqua et sur Montpellier. Il y a aussi des textes d'humeur, sur la religion, sur l'évolution et l'état de notre jolie société. Enfin des brèves diverses et d'autres petits textes qui m'ont beaucoup m'ont moins plus. A chacun, chacune de se faire son idée.

le Zisaniste c/o l'eko B.P. 5555 34070 Montpellier cedex 03

Il y a évidemment plein d'autres canards qu'on connait ou d'on ignore l'existence, qu'on aime beaucoup, pas du tout ou dont nous avons des avis divergents. Ci dessous les adresses de journaux qui sortent plus souvent que nous et dont on vous a déjà parlez (cf Apache n°5).

ACTION
Mensuel d'Act-Up Paris. *Act-Up, 44 rue René Boulanger, 75010 Paris*

EL ACRATOR
Fabzine libertaire en espagnol. *El acrator c/o Ateneo libertario, APDO 3141, 50080 Zaragoza, Espagne*

THE BLAST
Journal anar nord américain. *The blast, PO Box 7075, MPLS, MN 55407, Etats Unis*

CAHIERS ANTISPÉCISTES
Trimestriel sur la libération animale. *Cahiers antispécistes, 20 rue d'Aguesseau, 69007 Lyon.*

CLASS WAR
Journal légendaire de la lutte des working class. En anglais, tous les deux mois. *Class war, Po Box 772, BS 99 1EG, Bristol, Angleterre*

COMBAT SYNDICALISTE
Mensuel de la Confédération nationale du travail - bureau confédéral de Paris. *CS, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris*

COMBAT SYNDICALISTE
Bimestriel de la Confédération nationale du travail - bureau confédéral de Bordeaux. *CS c/o CNT, 34/42, rue de Lalande, 33000 Bordeaux*

CONTRA FLOW
Bulletin de contre information en anglais. *Contra flow c/o 56a infoshop, 56 Crampton street, London SE 17, Angleterre*

COURANT ALTERNATIF
Mensuel de l'Organisation communiste libertaire. *CA c/o Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex.*

DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE
Feuile d'infos sur les mouvements sociaux dans le monde. *Echanges et mouvements, BP 241, 75866 Paris cedex 18*

HAR HITZA !
Bimensuel anticapitaliste basque. En français et en basque. *Har hizta, 23bis tonneliers karrika, 64100 Baiona*

MOLOTOV
Bulletin bimensuel en espagnol de contre info. *Apdo 14409, 28080 Madrid, Espagne (ne pas mettre de nom sur l'enveloppe)*

MONDE LIBERTAIRE
Hebdomadaire de la fédération anarchiste, en kiosque. *145, rue Amelot, 75011 Paris*

NO PASARAN
Mensuel du réseau No pasaran. *No pasaran, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris.* A la même adresse : REFLEXES Trimestriel antifasciste de l'association Reflex

SOLIDARITÉ GUATÉMALA
Bulletin du collectif Guatémala. *Solidarité Guatémala, 17 rue de l'Avre, 75015 Paris*

VOLCANS
revue bimestrielle d'info et de solidarité avec l'Amérique Centrale. *EDREV, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris*



MUSIQUE

KOCHISE-CONFLICT

Double 45 T live. Bon son. 4 chansons par groupe, gros livret (28 pages + textes des morceaux). Enregistré pendant la tournée de septembre 94. 25 F. Dément, génialissime. Disponible à PADI (chèque sans ordre, ne pas oublier le port).

BLIND MOLE RAT

"Viva Zapata" K7. Un super groupe de Sheffield qui fait un mélange détonant de ska, folk et punk. Ca sonne un peu comme Clash, Levellers et les Specials qui seraient sur un bateau. Des textes qui s'attaquent aux tares de notre société (capitalisme, bourgeoisie, fascisme) et une chanson titre en hommage à l'EZLN. Que demander de plus ? Les voir sur scène où ils excellent, mais trop tard ils ont splitté récemment. Vous pouvez quand même vous procurer cette cassette à leur adresse : BMR 10 Cranworth Road, Sheffield S39DT.

Tract.

Maloka est une association Anarcho-punk* investie dans la lutte anticapitaliste et antinationaliste depuis 1988. Au sein de cette association, on essaie de développer les idées libertaires à travers l'organisation de concerts, manifestations, ou la distribution de disques, bouquins, etc.

Nous gérons aussi avec un autre groupe libertaire, un local anarchiste où il est possible de trouver des disques, livres, tee-shirts... un petit bar, d'assister à des concerts et à des fêtes. Au cours des derniers mois, nous avons eu de nombreux problèmes avec des individus d'extrême - droite qui nous ont attaqué dans la rue ou devant le local.

Il y a quelques jours ils ont réussit à y entrer pendant notre absence et à y détruire une grande partie de nos disques, livres, tee-shirts...

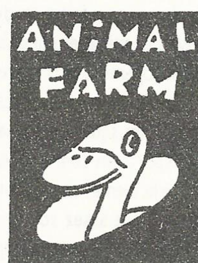
Malgré les nombreux dégats matériels et donc financiers, nous allons bien-sûr continuer à essayer de développer nos activités par la production de feuilles d'infos, tracts, disques... et la participation à toutes les manifestations et actions antinationalistes et libertaires.

il est clair cependant qu'une extrème-droite à près de 20% et un état fortement de droite, de nombreux gros bras nationalistes vont se sentir très forts pour continuer à attaquer les militants antifascistes et une partie de la population immigrée et défavorisée.

Avec tout cela, on espère bien sûr que la solidarité entre associations et individus libertaires se consolidera pour faire barrage à tous les racistes, nationalistes, militaristes et beaufs de tous poils.

● ***Maloka, le 9 mai 1995***
61, rue Jeannin, BP 536, 21014 Dijon cedex

**Anarcho : idées au sens libertaire ; Punk : contrôle de tout ce qu'on fait, sans buts lucratifs et ouvert à toutes les musiques et autres formes d'expressions culturelles et politiques.*







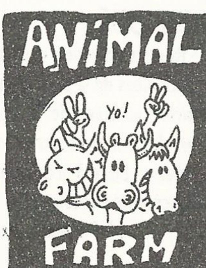


• En ces temps difficiles pour les idées neuves, saluons le courage (ou l'inconscience) des animateurs de l'émission de l'Union Pacifiste sur Radio Libertaire (jeudi 18h - 19h30) qui animent un jeudi sur deux une rubrique anti-spéciste "L'OBJECTION DE CONSCIENCE DANS L'ASSIETTE". C'est animé par Tod qui fait aussi le très bon fanzine EMMERD'LAND (n°1, 15F); à son sommaire Igor Ringard, un dossier sur le Tibet et beaucoup d'autres choses, *Tod, 24 rue Jumin, 75019 Paris*

• Moins d'un an après sa mort subite, le COLLECTIF POUR LA LIBÉRATION ANIMALE-PARIS renaît de ses cendres, plus en forme que jamais. Pour ceux et celles décidé-e-s à foutre en l'air l'oppression spéciste une bonne fois pour toute, contacter le *CLAP chez PADI*

• Rendez-vous est donné pour le PIQUE-NIQUE PUNK cette année, il aura lieu à Rennes le samedi 17 juin. Rencart à midi au canal St Martin. braderie : trocs de saps, skeuds, shmilblicks... les activités qu'il y aura sont celles que vous apporterez ! Do it yourself ! (Chacun apporte sa bouffe et sa picole, OK ?)

• Panikeshi et Pablo Gerusa, 2 labels de distribution sans profits, se sont réunis pour faire PANIK GERUSA, et publient un catalogue avec K7, disques, zines, autocollants anglais, allemands et français. *Panik gerusa c/o STP Honig Bieri, Untergasse 22, 2502 Biel, Suisse & Panik gerusa c/o Pablo Gerusa, Postfach 456, 4800 Zofingen, Suisse*



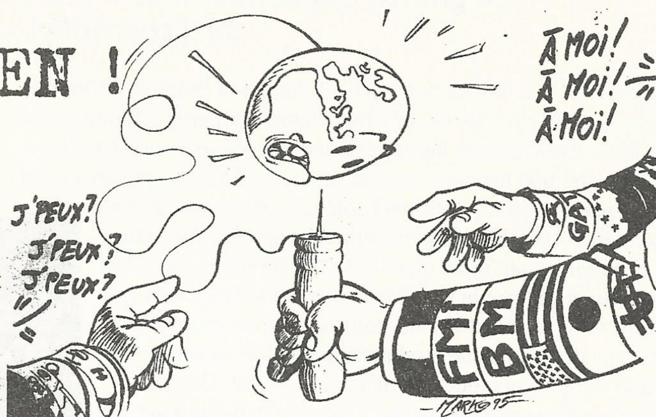








EN BREF, TOUT VA BIEN !



QUEL BEAU PAYS LA SUEDE !

La prison en Suède pour crime de séropositivité.

Créée au 19ème siècle, puis renforcée en 1968, une loi autorise la détention de personnes à risque dans le but de protéger la société contre les épidémies. La législation a été, en 1985, étendue au virus du sida. Ainsi, tout porteur d'une maladie dangereuse pour la société est emprisonné si le patient ne collabore pas de lui-même aux mesures nécessaires pour éviter l'épidémie. La détention est aussi décidée s'il existe des présomptions permettant de supposer que le malade n'obéit pas aux instructions de son médecin. Le séropositif devient alors un citoyen à risque. A la Direction des Affaires Sociales, on déclare sans honte : "En dix ans, sur un total de 3 900 séropositifs, nous n'en avons interné qu'une cinquantaine, dont 50% d'Africains. L'emprisonnement n'est qu'une minuscule part de notre programme de prévention contre le sida. Le but est de faire comprendre aux malades leur état et de les responsabiliser. Nous les relâchons dès que nous croyons qu'ils ont compris. D'ailleurs, notre tâche n'est pas de surveiller mais de soigner. Nous avons du personnel médical très qualifié qui aide les détenus à reprendre une vie sociale."

Passant devant un tribunal administratif, où la voix du médecin a tout pouvoir (souvent aidé par des informations venant de la police, des services sociaux ou même de dénonciations anonymes), le malade n'a aucune garantie comme devant un tribunal pénal : ni preuves, ni jugement, ni avocat, ni possibilité de faire appel.

Internés pour une période minimale de 6 mois, reconductible sans enquête pour 6 mois, certains séropositifs ont été détenus pendant plus de 6 ans !

...LE PEUPLE IRAKIEN AUSSI !

Le Conseil de sécurité de l'ONU a reconduit les sanctions prises en août 1990 contre l'Irak, suite à l'invasion du Koweit. La guerre que les troupes de l'ONU, sous commandement nord-américain, ont mené contre l'Irak en janvier-février 1991 ont laissé un pays dévasté, tant au niveau des infrastructures que d'un point de vue économique, social et sanitaire. Le maintien de l'embargo, qui a pour but d'humilier l'Irak et le pousser à une seconde capitulation, affecte gravement les conditions de vie de la population. Aujourd'hui, c'est par centaines de milliers que l'on compte le nombre de morts (surtout des enfants), faute de médicaments et de nourriture suffisante. L'Irak qui pouvait se targuer d'avoir une économie en bonne santé, un réseau d'infrastructure urbaine important, un niveau de santé et d'éducation élevés, n'est plus que l'ombre de lui-même. Les mesures d'embargo prises bloquent l'essentiel de ses exportations, gèlent quasiment tous ses avoirs à l'étranger et l'empêchent d'importer ce qu'il veut sans l'accord du Comité des sanctions de l'ONU. L'étude de la commision spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien (Unscom), qui même si elle ne dresse pas un bilan totalement négatif, révèle dans le domaine biologique (possible disparition de milieux de cultures pouvant servir éventuellement à la fabrication d'armes biologiques) des lacunes empêchant toute levée de l'embargo. Le message du Conseil de sécurité de l'ONU est clair : vous pouvez continuer de crever !



LA FORET AMAZONIENNE SE MEURE...

Lors d'une récente visite au coeur de l'Amazonie le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, a exalté les vertus du tourisme vert, tandis que le défrichement de la forêt se poursuit. Livrée depuis plus de 25 ans aux ravages de la "colonisation sauvage" par l'Etat, les éleveurs brésiliens et les multinationales, l'Amazonie brésilienne commence timidement à explorer les voies du "développement durable" célébré en juin 1992 au Sommet de la Terre à Rio. L'élan de "Rio 92" a permis au Brésil de retrouver une certaine respectabilité aux yeux des défenseurs officiels de l'environnement, même s'il est loin d'avoir endigué les effets dévastateurs du monde de développement prédateur instauré par la dictature militaire (1964-1985). L'assassinat en décembre 1988 de Chico Mendes, le leader des seringueiros (saigneurs d'hévéas) amazoniens par des hommes de main au service des éleveurs avait rappelé à la face du monde le désastre qui se produisait en Amazonie. Le 24 août 1989, 55 788 foyers d'incendies allumés par des éleveurs été détectés par satellite au cours d'une seule journée. Les statistiques officielles indiquent que fin 1991, 426 000 km2 de forêt (soit 8,7% de l'Amazonie brésilienne) étaient déjà partis en fumée. Le nombre de brûlis pendant la saison sêche (juillet-septembre) est passé de 290 000 en 1992 à 331 000 en 1993, après avoir connu une flambée en 1991 (467 000 foyers). Bref, l'Amazonie continue de brûler mais on ignore dorénavant l'étendue des dégâts, car faute de crédits l'INPE (Institut national d'études spaciales) chargé du traitement des données sur l'Amazonie transmises par satellites n'a plus les moyens d'utiliser le satellite Landsat qui fournissait des informations précises sur la progression du déboisement. En se déclarant favorable à la restauration de la route Transamazonienne, le président brésilien montre qu'il pactise avec les politiciens d'Amazonie qui pensent que la protection de la forêt est une entrave au développement économique. Comme le rappelle l'unique député vert au Congrès de Brasilia, le renforcement du programme de lutte contre la déforestation prévoit l'entrée en service de 12 avions équipés de télédétecteurs, mais aucun appareil adapté au combat des incendies de forêt. Quant à la défense de la forêt et de tous ceux et celles qui y vivent : ce n'est pas encore au programme !

LES BIENFAITS DU NUCLEAIRE !

Le ghetto des condamnés à mort de Tchernobyl.

Le 26 avril 1986, le réacteur n°4 de Tchernobyl (nord de l'Ukraine) subissait 2 explosions faisant officiellement 3 morts. 2,4 millions de personnes vivaient dans les zones contaminées. Aujourd'hui, 9 ans plus tard, 162 000 habitants ont été déplacés, 700 000 sont encore en attente faute d'argent. A tous ces habitants contaminés, il faut ajouter les 650 000 liquidateurs (militaires appelés du contingent et ouvriers) qui furent mobilisés pour éteindre l'incendie du réacteur et nettoyer le site. Evacués et liquidateurs ont reçu des cartes d'invalides donnant droit au transport en commun gratuit et à des paniers de produits alimentaires moins chers. Certains liquidateurs touchent même une prime. Des lots de consolation pour ces gens dont on s'est servi et qu'on a oublié ensuite. Restriction budgétaire oblige, la part des dépenses consacrées à la protection sociale des victimes de Tchernobyl n'est plus que de 3,6% contre 15,7% en 1992. Face aux carences de l'Etat la solidarité entre évacués s'est mise en place ; partageant le même destin, les mêmes souvenirs, les mêmes maladies, ils sont devenus les Tchernobyliens de Kiev. Comme ces 15 000 évacués qui vivent aujourd'hui isolés dans la banlieue de Kiev et se meurent lentement dans cette citée dortoir qu'on appelle "le quartier des oubliés".

Le Ministère de la santé évalue à 90 000 le nombre de morts parmi les victimes de la catastrophe. Un sixième des liquidateurs décédés se seraient suicidés.

Aujourd'hui, 9 ans après, 40 000 km2 du territoire ukrainien (soit 8,6%) sont inhabitables en raison du niveau élevé de contamination, 2 réacteurs fonctionnent encore et produisent 7% de l'électricité du pays, 4 500 personnes travaillent toujours sur le site et 50 000 en vivent !



Brèves

okupacion

Le 8 avril dernier un groupe de 25 personnes a occupé le village abandonné d'Arizkuren dans les montagnes de Zarikieta en Navarre. Se réappropriant ses ruines, ses terres et son eau pour arriver à terme à obtenir ses propres moyens de subsistance. l'occupation a été revendiquée par le collectif Lurra ta askatasuna (terre et liberté, en basque).

Les nouveaux/nouvelles habitantEs du lieu essayent d'arriver là-bas à la pratique d'une forme de vie radicalement opposée à celle qui règne dans les villes, s'organisant au moyen d'assemblées et pratiquant une économie collective. Croyant en des choses aussi rares que l'entraide et l'appui mutuel, la solidarité, l'écologie, l'amour et la liberté. Apprenant et reprenant une éthique écologique, solidaire et libertaire.

Maintenant ils/elles travaillent à l'aménagement du lieu avec l'aide d'amiEs. Ils/elles ont commencé à récupérer quelques ruines et le potager. Ils/elles pensent vivre de l'agriculture biologique, la sylviculture, l'artisanat, le petit élevage, l'éducation ambiante ou de ce qu'ils/elles pourront ; utilisant des énergies alternatives et non destructrices. Cherchant des formes d'échange avec des collectifs ou des individuEs, luttant contre l'accumulation de biens et la consommation, le salariat, le travail précaire et aliénant, afin d'avancer jusqu'à l'autosuffisance.

Depuis un espace de liberté un peu plus vaste que celui des maisons et centres sociaux occupées, ils/elles essayent de créer plutôt que de critiquer ; afin de continuer la lutte, à travers la pratique, la diffusion, la mobilisation, etc, jusqu'à la transformation sociale ; contre le patriarcat et le capital, et enfin contre la destruction.

● ***traduit de Molotov n°49***

baston

Ca chauffe en Grèce. Les fafs essaient de gagner la rue. Au mois d'avril, un anar-squateur s'est fait assez grièvement planter devant le squatt par un faf. Ses camarades ont répliqué par une manif très speed.

lu dans la presse

☞ **L'été est déjà là et l'angoisse rôde. Comment plaire comment séduire. Hyper simple, voilà les recettes données par l'hilarante blagueuse qui a écrit « Comment être sexy sans avoir l'air facile » (par Jo Anna Nicholson dans Cosmopolitan version américaine). Si j'avais su...**

"Une femme sexy flatte l'homme avec lequel elle est, elle le complimente sur son corps, son cerveau, son humour.
Une femme sexy dit à l'homme qu'elle aime qu'il l'excite plus que dans ses rêves les plus fous. Surtout bien lui faire comprendre qu'il n'y a jamais eu d'autre homme dans votre vie, et qu'il n'y en aura jamais d'autre plus tard.
Une femme sexy doit tout faire pour donner l'impression à son partenaire qu'elle est sa propriété privée.Si il sent qu'elle est trop réceptive aux autres hommes, il ne la trouvera pas assez spéciale pour lui seul.
Une femme sexy dit à son homme encore et encore qu'il est sexy. Les compliments valent de l'or : tes cheveux sont si doux, tu sens si bon, tes mains sont si puissantes.
Restez simple et sincère.
Cultivez votre voix qui est votre signature. Si elle n'est pas assez sensuelle, prenez des cours entraînez vous à l'être."

☞ **Chaque semaine, vous vous précipitez sur le courrier des lecteurs/lectrices de Télé 7 jours, Figaro madame/magazine ou National hebdo alors dorénavant ne manquez pas la page courrier de Paris-le journal (journal de la mairie de Paris).**

Dans le numéro du 15 mai 95, un/une fan de Chirac écrit « Etait-il vraiment nécessaire de faire de la publicité pour un guide du Gay-Paris. je sais que plus rien n'est tabou, mais enfin ! A quand un guide pour les pédophiles, les consommateurs de drogues, les pratiquants du sadomaso, messes noires... Je suis vraiment attristé de voir ce que devient notre société : plus de moralité. Elle a été remplacée par la vulgarité, l'exhibitionnisme. Vous pourriez tout de même vous dispenser d'adhérer à cette campagne pour le sexe à tout va ! (...) »

SANGLANTS AGNEAUX DU CHRIST

Susan Wicklund, femme médecin aux USA, pratique des avortements dans plusieurs cliniques. Elle vient d'écrire un livre qui raconte la façon dont les groupes anti IVG américains l'ont persécutée.
Note: aux U.S.A les anti IVG se font appeller les "pro-life" et les anti anti IVG sont les "pro-choice".

EXTRAITS

« SUSAN tue des bébés, Susan tue des bébés, Susan tue des bébés ».
Il est 5 heures 40 du matin.
Mon mari entend comme moi ces voix qui viennent de l'extérieur.
« Appelle la police. N'allume pas la lumière ». Je me lève.Il n'y a pas de rideaux aux fenêtres et c'est dangereux. Je cours dans la salle de bains, la seule pièce de la maison sans fenêtre et je me cache. Les manifestants qui sont devant ma maison en train de crier « Susan tue des bébés » appartiennent à une organisation appellée « Les Agneaux du Christ ».
Ils m'ont visiblement bien surveillée pour savoir que les mardis et les jeudis matin je quitte la maison seule à 5h30 pour prendre l'avion qui m'amène à une clinique d'un état voisin ou je travaille deux fois par semaine.
Mais mon emploi du temps vient de changer par hasard et sans cette chance là, je serai seule sur la route face à eux.
La police arrive. Les manifestants se dispersent. Devant ma porte ils ont laissé un petit bassin blanc avec une poupée à l'intérieur. La poupée est enveloppée d'un tissu souillé de peinture rouge. Des billets de Monopoly sont éparpillés tout autour.
Ils ont aussi recouvert ma voiture d'un drap blanc avec dessus, inscrit en rouge sang « plus de bébés morts ».
Au bout de l'allée les manifestants sont toujours là et ils s'écartent à peine pour laisser passer la voiture de police qui m'emmène loin de chez moi.
Je pars travailler dans un autre état. En revenant j'apprends que ce groupe anti IVG a innondé mon voisinage de prospectus : « votre voisine Susan W. est une terroriste de nouveaux- nés .Chaque jour elle arrache des bébés sans défense du ventre de leur mère ». La photo de moi qu'ils utilisent est en noir et blanc, granuleuse sombre et sinistre.
A mon retour, à l'aéroport, je vais chercher ma voiture dans le parking et j'entend des pas derrière moi. Je ralentis, je me retourne, je sens la terreur qui monte.
Mais je ne veux pas m'enfuir devant eux et les laisser triompher. Ils s'approchent, avec leur militantisme aveugle qui ignore toute courtoisie, ou la discrétion la plus élémentaire.
Ils commencent leur litanie : « Susan tu dois arrêter de tuer des bébés. Susan tu es une tueuse de nouveaux-nés.Tes victimes sont innocentes. » Mon nom dans leur bouche devient sale. Je suis seule, ils sont trois. J'en reconnais deux que je vois régulièrement dans le Wisconsin, un d'entre eux est fort et menaçant. Il a fait 900 km pour me parler dans un parking ! Qu'est ce qu'ils ne feraient pas ?
Je hurle « Comment osez-vous ? Vous venez chez moi, vous terrorisez ma famille.» Les mots sont ma seule arme, je vois l'indécision faire place dans leur regard.
Je continue à hurler.Dès que je me tais ils reprenent leur litanie.
Peu à peu, j'arrive à ma voiture. J'entre dedans, il s'éloignent mais je ne veux pas qu'ils s'en sortent si facilement. Je fouille dans ma voiture et j'en sors un appareil photo. « Je n'en ai pas fini avec vous. Je veux vos photos, revenez ici, tous. C'est pas fini regardez-moi ». Je suis enragée mon coeur cogne. Ils se rassemblent comme des petits moutons et cachent leur visage. Je les prends en photo : « Pourquoi vous vous cachez , vous qui êtes si fiers de ce que vous faîtes ? ». Je remonte dans ma voiture hors de moi.
Après cet épisode, leur siège a continué. Ma fille a été amenée chaque jour à l'école en voiture de police. Ils sont restés devant ma maison jour et nuit pendant des semaines.Ils ne se poussaient que pour me laisser sortir et rentrer, à regrets.
Ils ont loué des bennes et déversé du ciment devant ma porte.
J'ai voulu vendre cette maison et déménager.Pour ne pas les en avertir, il n'y avait pas de signe « à vendre » devant la maison. Mais un jour, une de leur membre active s'est fait passer pour une acheteuse potentielle. Elle est allée dans chaque pièce, à enregistré mentalement le plan de la maison, elle a regardé les photos de ma fille.
Quelques jours plus tard, je l'ai reconnue devant l'hopital.
Chaque jour, j'empruntais des chemins différents pour aller travailler.
A chaque fois que je montais dans ma voiture, en mettant le contact je me préparais à ce qu'elle explose avec moi à l'intérieur.
Je ne le savais pas à l'époque mais Shelley Shannon, la femme qui a assassiné le Dr Georges Tiller quelques années plus tard au Kansas, était une de mes pérsécutrices.
Finalement, j'ai été soutenue par des groupes pro-choice, tous des volontaires.
J'ai eu des gardes du corps. Des gens m'ont offert leur place de parking pour qu'on n'incendie pas ma voiture. Je ne suis jamais retournée dans le parking de l'aéroport.
Devant toutes les cliniques où je travaillais, je devais faire face à leur haine.
Je dormais souvent à l'hôtel par peur de retourner chez moi, ou chez des amis, jamais les mêmes. Ma fille aussi était hébergée chez des amis.
Un soir, j'étais chez moi avec mon mari et ma fille. Je devais repartir dès le lendemain matin dans une clinique.On a entendu des voitures se garer dehors et 50 ou 60 militants anti IVG sont sortis pour installer des barrières.
J'ai appellé la police.Ils m'ont dit qu'ils ne pourraient pas venir car ils étaient débordés. On était prisonniers chez nous.
Si il y avait eu une urgence médicale ou un incendie cette nuit là chez moi, on serait morts, otages de ces groupes d'obscurantistes.

Puis l'inimaginable est arrivé en mars 1993. Je voyageais avec mon père. En téléphonant à la clinique pour me tenir au courant, ma secrétaire m'a dit d'une voix bouleversée qu'ils venaient de tuer le Dr David Gum en Floride.Mort.Assassiné.Abattu. (....)
Mes genoux tremblaient.Je suis tombée par terre.Incapable de bouger.
De retour chez moi, j'ai dû faire renforcer ma sécurité.J'ai depuis 1993 constamment un gilet pare balles sur moi.J'ai un permis d'arme.

Janvier 1995 : La violence, les morts continuent. Au lieu d'avoir peur d'un groupe de manifestants, j'ai maintenant aussi peur d'un seul, isolé. Celui qui un jour me tirera une balle dans la tête. Je n'oserais plus du tout leur faire face comme je l'ai fait dans le parking. J'ai peur pour toute mon équipe.
En décembre un homme armé est entré dans deux cliniques du Massachusets .Il a tiré et tué la réceptionniste. J'ai peur pour mes patientes.
En me persécutant moi et ma famille, ils éspèrent me faire abandonner mon métier. C'est souvent l'idée insupportable de trop faire souffrir son entourage qui pousse certains médecins à laisser tomber.
Pour la première fois ma fille de 17 ans a pleuré et m'a demandé d'arrêter.On a pleuré toutes les deux pour toutes les peurs et les pressions de ces dernières années, pour le poids des insultes.
Puis on a parlé et on a décidé qu'on pouvait en supporter encore un peu plus.

Susan Wicklund



Intégristes

L'ANNÉE 1995 a vu l'intensification des actions anti-IVG, puisque, depuis le mois de janvier, on a déjà pu en comptabiliser seize, dont certaines s'en prenant aux mêmes établissements à plusieurs reprises, comme à l'hôpital de la Croix-Rousse à Lyon ou l'hôpital Béclère dans les Hauts-de-Seine (92).

Le 12 mai dernier avait lieu au tribunal de grande instance de Nanterre, le procès des deux commandos subis, les 15 février et 22 mars dernier, par l'hôpital Béclère, avec irruption dans le bloc opératoire. Sept personnes étaient jugées, quatre présentes dont Xavier Dor, président de SOS tout petit. Le procès a été repoussé au jeudi 22 juin à 13h30 - 12e chambre - toujours au tribunal de Nanterre. Les pro-IVG se mobilisent et la CADAC[1] (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél/fax : 43 56 36 48) a décidé de la tenue d'un meeting le 20 juin au 19 rue Traversière, Paris 11e à 20h (métro Quai de la Rapée). Les débats principalement animés par des personnes de l'équipe du CIVG de Béclère devraient aborder les thèmes suivants :

- démographie et politique démographique
- les commandos anti-IVG : qui sont-ils, mode d'intervention, relations avec l'extrême-droite



On ne peut pas laisser se développer ce type d'actions, qui faisant pression sur les hôpitaux et les cliniques pratiquant l'IVG, en plus de la politique de santé menée par l'Etat (restriction de la loi Veil de 1975, absence de statut des CIVG, manque de moyens et de formation du personnel, etc.) menacent directement la pratique de l'IVG en France. Nous connaissons déjà les conséquences qu'auraient son interdiction : obligation pour les femmes de partir se faire avorter dans un pays voisin (il y en a déjà 5 000 par ans à cause d'un dépassement du délai légal de dix semaines),avec le coût financier que cela constitue, et donc pour les plus défavorisées ou celles qui n'auraient pas connaissance du réseau d'aide au départ à l'étranger, le recours à d'anciennes pratiques réputées pour avoir laissé des victimes derrière elles...

De plus, à la fois la politique de santé et celle à l'encontre des femmes, qu'annoncent la constitution du nouveau gouvernement, laisse présager de mauvais jours comme par exemple avec l'accession au ministère de la « Solidarité entre les générations » (?!) de Mme Codaccioni, une des instigatrices, alors qu'elle était au conseil général du Nord, de la suppression des subventions aux cinq centres du planning familial donc de leur fermeture au début de cette année. Il semblerait que cette personne soit au gouvernement pour conduire une politique de la famille, donc des femmes "pondeuses à la maison".

Cette autre information montre clairement la position des hommes politiques au pouvoir face à l'avortement : une association, la Fondation Jérome Lejeune qui sous couvert de recherches génétiques contre les handicaps mentaux, vise en fait à déposer d'avantages fiscaux aux bénéfices des commandos anti-avortement, a été reconnu d'utilité publique par le conseil d'état. Cette association est par ailleurs animée par des membres de l'Opus Dei. Les intégristes savent donc que la politique du gouvernement leur prépare le terrain et il n'y a donc aucune raison pour qu'ils arrêtent leurs actions contre les CIVG. Le 10 juin, Ils seront à nouveau (une fois par mois) devant la clinique Ordener, Paris 18e, nous y serons aussi (plus d'infos auprès d'Apache ou de la CADAC).

EN PLUS DU MEETING DU 20, NOUS APPELONS AUSSI À UNE MOBILISATION LE 22 JUIN, AUTOUR DU PROCÈS.

D'autres procès auront également lieu : Bourg en Bresse le 13 juin, Châlon sur Saône le 14 juin, Lyon le 26 juin (procès unique pour les attaques subies par l'hôpital de la Croix-Rousse et l'Hôtel-Dieu).

● Rosa

Vos Gueules !